



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTRUCTION N° DGCS/2A/5A/2024/68 du 14 juin 2024 relative aux orientations de l'exercice 2024 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales

La ministre du travail, de la santé et des solidarités

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Copie à :

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)
Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS)
Mesdames et Messieurs les directeurs de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS)
Monsieur le directeur de la Direction régionale et interdépartementale
de l'hébergement et du logement (DRIHL)
Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales
de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)
Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales de l'emploi,
du travail, des solidarités et de la protection de la population (DDETSPP)

Référence	NOR : TSSA2412561J (numéro interne : 2024/68)
Date de signature	14 juin 2024
Emetteurs	Ministère du travail, de la santé et des solidarités Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)
Objet	Orientations de l'exercice 2024 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales.
Action à réaliser	Mise en œuvre de la campagne budgétaire des services mandataires et des services délégués aux prestations familiales.
Résultat attendu	Campagne budgétaire des services mandataires et des services délégués aux prestations familiales.

Echéance	La campagne doit s'effectuer dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives.
Contacts utiles	<p>Sous-direction de l'enfance et de la famille Bureau de la protection des personnes (2A) Séverine PECHARD Mél. : severine.pechard@social.gouv.fr</p> <p>Sous-direction des affaires financières et de la modernisation Bureau des budgets et de la performance (5A) Nathalie GALLET Mél. : nathalie.gallet@social.gouv.fr</p>
Nombre de pages et annexes	<p>5 pages + 8 annexes (47 pages)</p> <p>Annexe 1 : Modalités de détermination des dotations régionales limitatives des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) au niveau national et régional et des services délégués aux prestations familiales (SDPF)</p> <p>Annexe 2 : Financement des dépenses complémentaires des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)</p> <p>Annexe 3 : Montant de la participation des personnes protégées retenu par région pour fixer les dotations régionales limitatives</p> <p>Annexe 4 : Montants prévisionnels État des dotations régionales limitatives 2024 pour les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)</p> <p>Annexe 5 : Modalités de calcul, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et aux services délégués aux prestations familiales (SDPF)</p> <p>Annexe 6 : Valeur des indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)</p> <p>Annexe 7 : Valeur des indicateurs des services délégués aux prestations familiales (SDPF)</p> <p>Annexe 8 : Tableau de calcul de la dotation globale de financement (DGF) des services délégués aux prestations familiales (SDPF) par financeur public</p>
Résumé	La présente instruction rappelle les modalités de financement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) et fixe les orientations relatives à l'examen des budgets prévisionnels 2024 de ces services.
Mention Outre-mer	Le texte s'applique en l'état dans les territoires d'Outre-mer, sans adaptation prévue ni disposition spécifique.
Mots-clés	Financement ; taux directeurs ; budgets prévisionnels ; dotations globales de financement.
Classement thématique	Action sociale

<p>Textes de référence</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1, L. 361-2, R. 314-193-1 et R. 314-193-3 ; - Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ; - Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ; - Décret n° 2008-1498 du 22 décembre 2008 fixant les listes de prestations sociales mentionnées aux articles L. 271-8 et L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article 495-4 du code civil et le plafond de la contribution des bénéficiaires de la mesure d'accompagnement social personnalisé ; - Décret n° 2008-1506 du 30 décembre 2008 relatif à la mesure d'accompagnement social personnalisé et à la mesure d'accompagnement judiciaire ; - Décret n° 2010-1404 du 12 novembre 2010 fixant le barème national de l'indemnité complémentaire allouée à titre exceptionnel aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs ; - Décret n° 2011-936 du 1^{er} août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs ; - Décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ; - Décret n° 2021-1684 du 23 décembre 2021 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ; - Arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles ; - Arrêté du 31 août 2018 relatif à la détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs ; - Arrêté du 29 mai 2024 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles.
Circulaire / instruction abrogée	Néant
Circulaire / instruction modifiée	Néant
Rediffusion locale	Néant
Document opposable	Oui
Déposée sur le site Légifrance	Non
Publiée au BO	Oui
Date d'application	Immédiate

La présente instruction définit le cadre de la campagne budgétaire pour l'exercice 2024 vous permettant de financer **les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et les services délégués aux prestations familiales (SDPF)**.

Elle s'inscrit dans la poursuite de l'effort de convergence tarifaire visant à réduire les disparités entre les services d'activité comparable objectivée par les indicateurs réglementaires et dans une volonté d'améliorer et renforcer la politique de protection juridique des majeurs à la fois au niveau national et sur les territoires.

Les ressources dédiées aux dépenses de protection des majeurs de l'État (services mandataires et mandataires individuels) au titre de l'exercice 2024 sont portées par l'action 16 « Protection juridique des majeurs » du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ». Le montant des crédits disponibles sur cette action s'élève à 853,3 M€ en début de gestion 2024, **dont 748,6 M€ concernés par la présente instruction** :

- Dotations régionales limitatives des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) au niveau national et régional et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) : 741,2 M€ (annexes 1 et 4) ;
- Information et soutien aux tuteurs familiaux (ISTF) : 4,9 M€ ;
- Financement des dépenses complémentaires des services mandataires - enveloppe nationale projets innovants : 2,5 M€ (annexe 2) ;

Ainsi, les dotations qui vous sont notifiées dans le cadre de cette instruction vous permettront de financer les dotations régionales de fonctionnement des services mandataires et des délégués aux prestations familiales (1) ainsi que les dépenses complémentaires (2).

1. Détermination des dotations régionales pour les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et services des délégués aux prestations familiales

La présente instruction précise, en annexe 1, les paramètres qui ont permis de déterminer les dotations régionales limitatives (DRL) et rappelle les orientations relatives à la fixation de leurs dotations globales de financement (DGF) pour les SMJPM et les SDPF.

Des financements complémentaires ont été alloués à ce titre en 2023 et sont intégrés en base dans les budgets 2024 des services. Ces crédits visent, d'une part à recruter des délégués supplémentaires afin de diminuer le nombre moyen de mesures prises en charge par délégué et ainsi améliorer la qualité de cette prise en charge et, d'autre part, de revaloriser leur rémunération conformément à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social et de la revalorisation salariale de 3 % applicable à compter du 1^{er} juillet 2022 aux personnels des structures privées à but non lucratif relevant de la branche de l'action sanitaire et sociale.

Concernant les services mandataires, le taux d'évolution moyen au niveau national des budgets des SMJPM en 2024 est de 4,5 % et les ressources dédiées aux dépenses de protection des majeurs de l'État progressent, quant à elles, de 4,4 %. Ainsi, les montants des dotations régionales limitatives ont été fixés en tenant compte, d'une part de ces taux d'évolution moyens au niveau national et, d'autre part, de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services.

2- Financement des dépenses complémentaires pour les services mandataires

Les dépenses complémentaires concernent :

- **L'information et le soutien aux tuteurs familiaux (ISTF)**. Les crédits alloués pour le financement de ce dispositif sont maintenus en 2024 et s'élèvent à 4,9 M€. Ce montant comprend la reconduction des crédits relatifs aux subventions et aux montants des revalorisations salariales au titre de 2023 ;
- **Le soutien au pilotage de la protection juridique des majeurs (PJM)** dans les territoires et aux actions innovantes. En effet, pour permettre de financer certains projets portés localement pour renforcer le pilotage de la PJM, une enveloppe d'un montant de 2,5 M€ a été réservée et conservée au niveau national. Elle permettra de financer des actions d'appui au pilotage notamment dans le cadre du schéma régional, des actions de formation et de communication et la réalisation d'études.

Les modalités de prise en charge de ces dépenses sont précisées en annexe 2 de la présente instruction.

Les services de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) se tiennent à votre disposition pour vous apporter tout élément d'information complémentaire dont vous auriez besoin.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général de la cohésion sociale,

A stylized signature in black ink, appearing to read 'signé', is placed over a white rectangular box.

Jean-Benoît DUJOL

Annexe 1

Modalités de détermination des dotations régionales limitatives des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) au niveau national et régional et des services délégués aux prestations familiales (SDPF)

La présente annexe précise :

- Les modalités de détermination des dotations régionales limitatives (DRL) au niveau national ;
- Les modalités de détermination des dotations globales de financement (DGF) des SMJPM et des SDPF.

1- MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES DES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS AU NIVEAU NATIONAL

1-1. Orientations 2024

Le montant alloué aux SMJPM en loi de finances pour 2024 est décliné au niveau régional en DRL, leur montant prévisionnel est présenté en annexe 4. L'arrêté fixant ces DRL a été publié le 14 juin 2024¹.

Les montants des DRL 2024 ont été déterminés en tenant compte de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services.

L'indicateur utilisé pour déterminer les DRL est celui relatif à la **valeur du point service** qui permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.

Au regard de ces éléments, les DRL 2024 ont été calculées en tenant compte des données et critères suivants :

- **Le budget autorisé en 2023.**
- **Un taux d'actualisation des moyens reconduits de 2,91 % établi sur les bases suivantes :**
 - o Pour les dépenses afférentes au personnel (groupe fonctionnel 2) : un taux d'évolution de 3 % de la masse salariale, soit un taux d'actualisation de 2,46 % correspondant au poids moyen de la masse salariale (82 %) dans les budgets des SMJPM.
 - o Pour les dépenses afférentes à l'exploitation courante et à la structure (groupes fonctionnels 1 et 3) : un taux d'évolution fixé à 2,5 %, soit un taux d'actualisation de 0,45 % correspondant au poids moyen de ces dépenses (18 %) dans les budgets des SMJPM.

¹ [Arrêté du 29 mai 2024 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles - JORF n° 0138 du 14 juin 2024](#)

Les moyens reconduits comprennent les montants des mesures de revalorisation salariale intervenues 2023 ainsi que ceux relatifs au recrutement de personnels supplémentaires :

- **les recettes en atténuation** et, plus spécifiquement, la participation des personnes. Pour 2024, cette estimation a été réalisée à partir des données transmises lors de l'enquête sur le bilan 2023 de la campagne budgétaire et les indicateurs. Vous trouverez **en annexe 3** un tableau indiquant le montant de la participation des personnes retenu par région pour la détermination des dotations régionales limitatives. Ce montant ne comprend pas les autres recettes en atténuation ;
- **des mesures nouvelles accordées à hauteur de 1,56 % au niveau national**. Afin de poursuivre la politique de convergence tarifaire engagée depuis 2009, ces mesures nouvelles ont été allouées dans l'objectif de réduire les écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. L'évolution des DRL tient donc compte des disparités entre services, mesurées par la valeur du point service. Depuis 2017, la valeur de cet indicateur est assez stable (14,15 en 2017 et 14,51 en 2021). Or, les exercices 2022 et 2023 ont été marqués par l'allocation de crédits complémentaires visant à financer des mesures salariales et le recrutement d'équivalents temps plein (ETP) supplémentaires. Ces montants ont impacté les valeurs du point service pour ces deux exercices qui se situent respectivement à 15,69 et 16,43.

La détermination des DRL a pris en compte cet impact et les valeurs de référence ont été modifiées. Ainsi, les montants des DRL tiennent compte d'une modulation positive des dotations pour les services dont les valeurs du point service pour 2022 sont inférieures à 14 et pour 2023 à 15 et de mesures d'économie pour les services dont les valeurs du point service pour 2022 sont supérieures à 17 et à 18 pour 2023. Pour les autres services ayant une valeur du point service 2022 se situant entre 14 et 17 et pour 2023 entre 15 et 18, les progressions des dotations sont fonction de l'évolution de l'activité et de son impact sur la valeur du point service mais doivent être limitées à 1,56 % en moyenne ;

- la quote-part de l'État fixée au niveau national qui correspond à **99,7 % du montant des DGF des services. Le reste de la DRL (0,3 %) est financé par le conseil départemental (CD)**. Cette répartition du financement entre l'État et le département est prévue au I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF). Cet article dispose que la dotation globale des SMJPM est « à la charge du département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'État pour le solde ».

Ainsi, au regard de l'ensemble de ces éléments le montant des dotations régionales limitatives s'élève en 2024 à 741,15 M€.

1-2. Poursuite du développement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens

Comme pour les années passées, il est important que la dynamique de développement des contrats d'objectifs et de moyens (CPOM) se poursuive sur le secteur notamment dans le but d'accompagner le gestionnaire dans une démarche stratégique.

En effet, le CPOM est un outil permettant de moderniser le dialogue entre les pouvoirs publics et les établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESSMS) en fixant des objectifs de qualité, d'efficience et de performance, en contrepartie de perspectives pluriannuelles sur le financement des établissements. Il sert en outre de vecteur de simplification et de souplesse pour la tarification et renforce le dialogue avec le gestionnaire.

Le CPOM constitue un levier de mise en œuvre des objectifs des différents schémas élaborés localement et ainsi, il constitue l'instrument privilégié de déclinaison de la priorité nationale et territoriale dans le domaine d'intervention de la personne morale gestionnaire. Il est l'occasion de mettre en cohérence les objectifs du gestionnaire et de ses structures avec les priorités de politiques publiques établies notamment dans les documents de programmation régionaux et/ou départementaux.

Des outils construits pour le secteur médico-social sont susceptibles de vous aider dans le cadre de vos procédures de contractualisation, il s'agit :

- du guide de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) « ESSMS : Valorisez les résultats de vos évaluations² » : ce guide à destination des directions d'établissements et services a pour but de les aider à construire le plan d'amélioration continue de la qualité à la suite des évaluations internes et externes ;
- du guide de l'Agence nationale d'appui à la performance (ANAP)³ « Négocier et mettre en œuvre les CPOM dans le secteur médico-social - Guide méthodologique d'appui à la contractualisation » pour accompagner les autorités en charge du déploiement des CPOM en élaborant des outils en leur direction afin de favoriser la contractualisation ;
- des fiches repères d'aide à la contractualisation, également élaborées par l'ANAP⁴.

D'une manière plus générale, la dynamique CPOM fait l'objet d'une nouvelle impulsion de la part des pouvoirs publics sur le secteur médico-social avec l'article 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et l'article 75 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale.

1-3. Points de vigilance

Il paraît utile de rappeler à l'ensemble des services tarificateurs l'attention particulière qu'il convient d'avoir au moment de l'examen des budgets sur le niveau de trésorerie des services, la mise en œuvre des contrôles internes de dépenses, la qualité de la gestion des biens des majeurs, les modalités des évaluations externes et la pertinence des politiques d'investissement des services. L'ensemble de ces éléments constitue d'ailleurs des thématiques prioritaires dans le cadre de l'élaboration d'objectifs partagés intégrés aux CPOM.

2- MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES DGF AU NIVEAU RÉGIONAL DES SMJPM ET DES SDPF

2-1. La tarification des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

2-1-1- Critères de détermination de la DGF des SMJPM

Il est rappelé que les SMJPM sont financés sous forme de DGF, déterminée à l'issue d'une procédure budgétaire contradictoire qui dure 60 jours à compter de la date de publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives. Pour déterminer le montant de la DGF allouée à chaque service sur la base de ses propositions budgétaires, vous devez tenir compte, d'une part, des orientations budgétaires (2-1-1-1) et, d'autre part, des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs du secteur (2-1-1-2).

² https://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_2837759/fr/essms-valorisez-les-resultats-de-vos-evaluations

³ <https://www.anap.fr/ressources/publications/detail/actualites/negocier-et-mettre-en-oeuvre-les-cpom-dans-le-secteur-medico-social-guide-methodologique-dappui-a-la-contractualisation/>

⁴ <https://www.anap.fr/ressources/publications/detail/actualites/negocier-et-mettre-en-oeuvre-les-cpom-dans-le-secteur-medico-social-fiches-reperes-daide-a-la-contractualisation/>

2-1-1-1-Les orientations budgétaires

Pour la campagne 2024, l'évolution moyenne régionale devra rester circonscrite dans la limite des orientations indiquées au point 1-1.

Vous devrez vous inscrire dans le cadre d'une démarche de comparaison entre services à prestations et services rendus identiques en vue d'une harmonisation des coûts.

Afin de respecter au niveau national l'enveloppe allouée dans le cadre de la loi de finances 2024, vous pourrez accorder **des mesures nouvelles en tenant compte de l'objectif de convergence** rappelé au 1 de la présente annexe et dans la limite de votre dotation régionale limitative. Les mesures nouvelles (ex : moyens supplémentaires en termes de personnel) seront réservées aux services dont les valeurs du point service pour 2022 sont inférieures à 14 et pour 2023 à 15. Celles accordées aux services dont les valeurs du point service se situant entre 14 et 17 pour 2022 et pour 2023 entre 15 et 18 et devront être limitées à 1,56 % en moyenne. Enfin, des mesures d'économies devront s'appliquer aux services dont les valeurs du point service pour 2022 sont supérieures à 17 et à 18 pour 2023.

2-1-1-2- Indicateurs

Vous trouverez en annexe 5 la présentation des 11 indicateurs applicables. Les valeurs nationales, régionales et départementales pour 2022, 2023 et 2024 de ces différents indicateurs sont présentées en annexe 6 pour les SMJPM.

L'utilisation de ces indicateurs dans la procédure budgétaire doit vous permettre d'objectiver l'allocation des ressources et de la rendre plus efficiente. En effet, la comparaison des résultats des indicateurs de services fournissant des prestations comparables permet de mieux appréhender les spécificités de chaque structure et de justifier des éventuels écarts entre les ressources allouées aux différents services.

L'utilisation des indicateurs s'inscrit donc pleinement dans la logique de la procédure budgétaire contradictoire et favorise le dialogue entre le financeur et le gestionnaire sur la base d'éléments objectifs. Elle consolide la motivation de vos modifications des propositions budgétaires en cas de contentieux tarifaire.

Les modalités d'utilisation des indicateurs que vous souhaitez mettre en œuvre doivent être précisées dans le rapport d'orientation budgétaire mentionné au 5° de l'article R. 314-22 du CASF.

2-1-2- La répartition de la DGF entre l'État et le conseil départemental et la notification de la décision d'autorisation budgétaire

En application de l'article R. 314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux départements concernés en application du I de l'article L. 361-1.

2-2. La tarification des SDPF

Les SDPF ne sont pas financés par l'État, mais celui-ci est chargé de leur tarification. Leur procédure budgétaire débute à compter de la publication de l'arrêté qui fixe les DRL pour les SMJPM, comme l'arrêté le précise lui-même.

2-2-1- Critères de détermination de la DGF des SDPF

La détermination de la dotation globale de financement des SDPF doit se faire dans le cadre de la poursuite de la politique de convergence tarifaire.

Ainsi, vous devez tenir compte notamment pour déterminer les dotations globales des SDPF des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs notamment la valeur du point service des services DPF (cf. annexe 7). Les mesures nouvelles seront accordées dans un souci de réduire les disparités entre les services les mieux et les moins dotés.

Je vous invite enfin à mettre en place des dialogues de gestion avec les SDPF, en associant la Caisse d'allocations familiales (CAF), le principal financeur, et ce afin de débattre de leurs propositions budgétaires.

Par ailleurs, je vous demande d'examiner avec attention les avis portés sur les budgets prévisionnels par les autres organismes financeurs⁵, transmis dans le cadre de la procédure budgétaire.

2-2-2- Répartition de la DGF et notification de la décision d'autorisation budgétaire

La répartition du financement entre financeurs publics est fonction des revenus prévus à l'article 375-9-1 du code civil. Le II de l'article R. 314-193-3 du CASF précise, quant à lui, que l'arrêté de tarification fixe la DGF en tenant compte des prestations sociales perçues par les personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) au 31 décembre du dernier exercice clos à la date du dépôt des propositions budgétaires.

Par conséquent, pour 2024, la répartition à prendre en compte pour déterminer la quote-part de chaque financeur est celle au 31/12/2022.

Vous trouverez cette répartition à la page 13 du document « activité-indicateurs » SDPF du document « activité indicateurs » du budget prévisionnel. Il vous suffit pour chaque service d'indiquer le montant de la DGF prévu par l'arrêté de tarification dans la cellule prévue à cet effet et vous obtenez le calcul pour chaque financeur public. Si des modifications de la quote-part sont intervenues suite aux vérifications effectuées par les autres financeurs publics, vous reporterez les chiffres corrigés dans l'annexe 8.

Enfin, en application de l'article R. 314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux organismes locaux de sécurité sociale mentionnés à l'article R. 314-193-4 du CASF qui versent une quote-part de la DGF.

2-3. Cas des organismes gestionnaires ayant un SMJPM et un SDPF

Certains organismes gestionnaires ont à la fois un SMJPM et un SDPF. Si cette situation se présente, vous veillerez à mener les vérifications nécessaires dans les budgets de chacun des services relatives à :

- la répartition des personnels d'intervention entre l'activité réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs ;
- la répartition des autres personnels ;
- la ventilation des personnels administratifs et des charges communes entre l'activité réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs protégés de même qu'entre les mesures administratives et les mesures judiciaires ;
- la bonne affectation des amortissements à l'activité correspondante.

⁵ CAF et Mutualité sociale agricole (MSA).

Annexe 2

Financement des dépenses complémentaires des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)

La présente annexe précise :

- La fin de la procédure de remboursement des personnes protégées suite à la décision n° 425138, 425163 et 425164 du 12 février 2020 du Conseil d'État statuant au contentieux¹ ;
- Le financement de l'information et le soutien aux tuteurs familiaux ;
- Le soutien au pilotage de la PJM dans les territoires et actions innovantes.

1- Fin de la procédure de remboursement des personnes protégées pour 2018 et 2019 suite à la décision du Conseil d'État du 12 février 2020

Le Conseil d'État, par décision du 12 février 2020 (n° 425138, 425163, 425164), avait décidé d'annuler le 1° de l'article R. 471-5-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF) qui correspondait à la première tranche de participation du barème pour les personnes ayant des revenus supérieurs à l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

L'annulation de cette disposition avait un effet rétroactif. Ainsi, les prélèvements effectués sur cette tranche de revenus depuis le 1^{er} septembre 2018 étaient illégaux. Par conséquent, les personnes concernées pouvaient demander le remboursement des sommes correspondantes.

Le décret n° 2020-1684 du 23 décembre 2020 *relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs* avait précisé les modalités de remboursement des personnes protégées.

Une procédure de remboursement a été mise en place. Celle-ci est terminée puisque le délai de prescription des créances de l'État est de 4 ans.

2- Information et soutien aux tuteurs familiaux

En 2024, le montant pour le financement de l'information et du soutien aux tuteurs familiaux a été de 4,8 M€. Ce montant comprend la reconduction des crédits relatifs aux subventions et aux montants des revalorisations salariales au titre de 2023.

Pour rappel, le financement de cette activité se fait sous forme de subvention. Si les moyens restent identiques (hors les revalorisations salariales), l'attribution ou la reconduction de la subvention allouée aux intervenants relève de votre compétence en fonction de l'évaluation de l'action mise en œuvre.

Enfin, si vous choisissez de reconduire la subvention, vous pouvez, afin de favoriser la continuité de l'exercice de cette mission et garantir un cadre juridique plus pérenne, conclure une convention pluriannuelle. La pluri-annualité ne vous engage pas financièrement puisque la convention prévoit que la contribution financière de l'État est conditionnée à l'inscription des crédits de paiement en loi de finances.

¹ JORF n° 0042 du 19 février 2020 (Texte n° 68).

3- Soutien au pilotage de la protection juridique des majeurs (PJM) dans les territoires et actions innovantes

En 2023, pour répondre aux besoins de crédits remontés des territoires pour financer des projets visant à renforcer le pilotage la protection juridique des majeurs (PJM), il vous était possible d'utiliser des marges dégagées des crédits de votre dotation régionale limitative (DRL) (reprise d'excédents, mesures d'économies sur des services surdotés, ...), pour financer des actions ou expérimentations.

Au total, en 2023, 9 direction régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) ont remonté 49 projets dont 27 ont été financés pour un montant total de **1,12 M€ (0,16 % de la dotation nationale)**. Les projets retenus portaient sur la **formation continue** des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) (*actualisation des connaissances ; faire face aux violences ; adapter l'accompagnement aux troubles de santé mentale/ cas complexe*), des actions **de communication/valorisation du métier de MJPM** à destination des personnes intervenant auprès des majeurs protégés (professionnels et aidants), des **actions de mutualisation/d'harmonisation** des pratiques territoriales (création d'outils communs, groupes d'analyse des pratiques, comité éthique, gestion des cas complexes, assurer la continuité de service) ou encore **l'animation/bilan du schéma régional PJM**.

Malgré l'implication et la mobilisation des DREETS dans un délai contraint pour présenter des projets, il est apparu nécessaire de modifier la procédure et notamment de décorrélérer le financement de ces projets de la campagne budgétaire et des DRL.

En effet, le calendrier de la campagne budgétaire se déroule, en fonction des exercices, entre mai et juillet et, par conséquent, les projets ne peuvent être soumis qu'après cette période. Ainsi en tenant compte des délais d'instruction et de validation par la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), la finalisation des dossiers n'a pu se faire qu'en fin de gestion, qui est une période très chargée pour l'ensemble des acteurs.

Enfin, lier le financement de ces projets aux marges dégagées sur les DRL ne permet pas aux régions qui ne sont pas en mesure d'en dégager de proposer des projets qui permettraient d'améliorer le pilotage de la PJM sur leurs territoires.

Au regard de ces éléments, il est proposé de simplifier et fluidifier la procédure en mettant à disposition une enveloppe nationale pour financer ces projets.

Les précisions relatives aux mesures de soutien au pilotage de la PJM dans les territoires et actions innovantes vous ont été apportées par message en date du 30 mai 2024 adressé à vos services via la BAL DGCS-DIFFUSION-INSTRUCTIONS. Cela concerne des actions d'appui au pilotage notamment dans le cadre du schéma régional, des actions de formation, de communication et la réalisation d'études.

Annexe 3 : Montant de la participation des personnes protégées retenu par région pour fixer les dotations régionales limitatives

REGIONS	Montants retenus de la participation des personnes protégées
GRAND-EST	9 818 623
NOUVELLE-AQUITAINE	15 841 360
AUVERGNE-RHONE-ALPES	16 763 063
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	6 634 178
BRETAGNE	9 542 013
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	6 596 614
CORSE	219 328
ILE-DE-FRANCE	12 418 589
OCCITANIE	9 934 684
HAUTS-DE-FRANCE	12 854 020
NORMANDIE	8 918 360
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	7 592 470
PAYS DE LA LOIRE	7 863 707
GUADELOUPE	140 586
GUYANE	70 500
MARTINIQUE	58 469
REUNION	668 040
MAYOTTE	15 318
TOTAL	125 949 920

Annexe 4
Montants prévisionnels État des dotations régionales limitatives 2024 pour
les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMPJM)

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessous correspondent à 99,7% (part État) du montant maximal des dotations globales de financement (DGF) allouées à l'ensemble des SMJPM de la région.

REGIONS	Montant des dotations régionales limitatives (en euros)
GRAND-EST	56 328 906
NOUVELLE-AQUITAINE	96 349 557
AUVERGNE - RHONE-ALPES	88 643 239
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE	39 572 362
BRETAGNE	49 847 855
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	35 767 317
CORSE	1 331 419
ILE-DE-FRANCE	63 721 038
OCCITANIE	62 653 107
HAUTS-DE-FRANCE	88 589 054
NORMANDIE	56 281 821
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	40 717 019
PAYS DE LA LOIRE	43 091 054
GUADELOUPE	4 791 527
GUYANE	1 195 480
MARTINIQUE	2 955 214
REUNION	8 671 869
MAYOTTE	645 908
TOTAL	741 153 746

Annexe 5

Modalités de calculs, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et aux services délégués aux prestations familiales (SDPF)

1- Les principes et objectifs des indicateurs des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Les indicateurs, prévus aux articles R. 314-28 et suivants du code de l'action sociale et des familles (CASF) sont des outils permettant au financeur :

- d'apprécier la structure des charges d'un service, l'activité et le type de population accueillie ;
- de comprendre les coûts de fonctionnement d'un service par rapport au service rendu ;
- de comparer ces coûts de fonctionnement aux coûts de fonctionnement des autres services fournissant des prestations comparables et d'en apprécier le caractère justifié ou non sur un même territoire ;
- de mieux cerner, grâce à l'analyse des différentes composantes des indicateurs, les particularités de chaque structure.

L'objectif des indicateurs n'est donc pas de déterminer un tarif unique. Ce sont des outils au service du tarificateur pour l'aider à comprendre les coûts de fonctionnement d'un service par rapport au service rendu et ceux des services fournissant des prestations comparables et d'en apprécier le caractère justifié ou non.

En effet, si un service a des résultats de plusieurs indicateurs qui sont éloignés de la moyenne et de la médiane, alors il devra justifier de façon circonstanciée que ses demandes budgétaires ne sont pas anormales. Ainsi, la démarche ne consiste pas à sanctionner de façon discrétionnaire et systématique un service dont les résultats de ces indicateurs paraîtraient au premier abord « anormaux » mais d'interroger le service sur le caractère justifié ou non de sa demande. Il peut y avoir des coûts différenciés parfaitement justifiés. L'objectif est d'essayer d'identifier ceux qui sont disproportionnés. Il ne faut donc pas avoir comme but systématique d'aligner tous les services sur les coûts moyens et médians car, pour certains, la différence de coût est parfaitement justifiée.

L'autorité de tarification doit donc analyser les différentes composantes des indicateurs pour lui permettre de mieux cerner les particularités de chaque structure et justifier les écarts importants. C'est la raison pour laquelle l'autorité de tarification doit disposer d'un tableau de bord composé d'indicateurs complémentaires entre eux. La lecture d'un seul indicateur n'est pas révélatrice et ne permet pas d'appréhender toutes les spécificités d'un service. Les indicateurs sont donc complémentaires entre eux. L'objectif de la démarche est de s'interroger sur la cohérence des valeurs de ces différents indicateurs pour ensuite échanger et dialoguer avec la structure sur les éléments d'interprétation qu'elle a elle-même de ces résultats. Les indicateurs doivent être, pour le gestionnaire, une aide au pilotage de sa structure.

2- Les indicateurs du secteur tutélaire, la cotation des mesures en points et leur spécificité

Concernant les SMJPM et SDPF, des indicateurs spécifiques ont été élaborés. Cette spécificité est liée à une méthode d'évaluation de l'activité reposant sur une **cotation en points des mesures. Plus une mesure nécessite de travail plus le nombre de points affecté à cette mesure est important**. Le différentiel de charge de travail repose sur 3 critères : la nature de la mesure, le lieu d'exercice (domicile ou établissement) et la période d'exercice (ouverture, fermeture et gestion courante).

L'appréciation de l'activité des services ne se fait donc pas uniquement au regard du nombre de mesures mais également au regard du nombre de points. Ainsi, la prise en compte de l'ensemble des mesures dans le cadre de la cotation permet d'obtenir le **total des points d'un service**, qui a pour but d'apprécier l'importance quantitative de l'activité et d'appréhender de manière plus précise la charge de travail qui pèse sur celui-ci. La valorisation par une cotation en points des charges de travail d'accompagnement des majeurs permet donc d'objectiver l'activité réelle des services.

Le simple constat arithmétique du nombre de mesures décidées par les juges n'est pas suffisant pour argumenter une augmentation ou une baisse concomitante et symétrique des moyens alloués. En effet, un service peut avoir un accroissement du nombre de mesures de 10 % mais une augmentation des points de 5 % et inversement. L'augmentation réelle de la charge de travail du service s'apprécie donc au regard du nombre de points et non du nombre de mesures. Deux services peuvent avoir un nombre de mesures identiques mais un nombre de points très différent. Le seul indicateur de l'inflation du nombre de mesures est, par conséquent, trop frustrant pour ajuster correctement les moyens des services à l'évolution réelle de leur activité et de leur charge de travail. La cotation permet donc d'ajuster les moyens à l'activité réelle des services.

Ce total de points est ensuite utilisé pour calculer une batterie d'indicateurs de nature différente : indicateurs de population, d'activité, de structure et financiers. Parallèlement à ces indicateurs construits à partir de la cotation des mesures, d'autres indicateurs communs à l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux s'appliquent aux SMJPM et SDPF : indicateur de qualification, indicateur de vieillesse technicité, temps actif mobilisable, indicateur du temps de formation.

L'arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles précise la liste et les modalités de calcul des douze indicateurs applicables au secteur.

Parmi ces 12 indicateurs figurent 4 indicateurs de référence : le poids moyen de la mesure majeur protégé, la valeur du point service, le nombre de points par équivalent temps plein (ETP) et le nombre de mesure moyenne par ETP.

Les indicateurs de référence sont les indicateurs jugés les plus pertinents pour comparer les services entre eux et pour apprécier la charge de travail des services. Ils ne permettent pas, toutefois, à eux seuls, d'expliquer certaines spécificités d'un service ou des écarts importants. Les indicateurs secondaires permettent donc d'effectuer une comparaison plus fine des services entre eux et de donner une explication objectivée des écarts. L'existence d'indicateurs secondaires correspond ainsi à la démarche globale d'utilisation des indicateurs comme de faisceaux d'indices qui n'ont d'intérêt que s'ils sont examinés les uns par rapport aux autres.

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
Indicateurs de population	Poids moyen de la mesure Indicateur de référence	Total des points/ Total des mesures en moyenne financées	<p>Apprécie l'activité en fonction de la lourdeur de prise en charge des mesures.</p> <p>Cet indicateur permet de déterminer la lourdeur moyenne des mesures gérées par le service. Plus la valeur de cet indicateur est élevée plus les mesures gérées par les personnels sont lourdes.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale : le service peut avoir, par rapport à la répartition moyenne nationale des mesures, des mesures dont la cotation est plus importante (plus de mesures à domicile ou plus de mesures de curatelle renforcée). Il peut par ailleurs avoir un nombre plus important de sorties ou d'entrées.</p> <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale : le service peut avoir un nombre important de mesures dont la cotation est plus faible (mesures en établissement et/ou des tutelles ou peu de mesures qui entrent et sortent).</p>
Indicateurs d'activité	Nombre de points par ETP (délégués, autres personnels et total du personnel) Indicateur de référence	Total des points/Nombre total ETP	<p>Permet d'apprécier les moyens en personnel d'un service tutélaire par rapport au nombre de points.</p> <p>Il mesure la lourdeur des mesures gérées par chaque ETP. En effet, cet indicateur précise le nombre de points pris en charge par chaque salarié. Il se décline pour l'ensemble du personnel, pour les délégués et pour les autres personnels. Il est plus pertinent de prendre en compte le nombre de points gérés par l'ensemble du personnel car cela permet de neutraliser les choix organisationnels des services.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale: la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Cette valeur doit être comparée avec le poids moyen de la mesure.</p> <p>Deux situations peuvent se présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit la valeur du poids moyen de la mesure est également élevée, cela signifie que les personnels de ce service gèrent des mesures plus lourdes et que les moyens en personnel ne sont pas suffisants. Un ajustement devrait se faire par l'embauche de personnels supplémentaires afin de compenser cette charge de travail ; - soit la valeur du poids moyen de la mesure se situe dans la moyenne nationale ou est inférieure ; la charge de travail supplémentaire qui pèse sur les personnels n'est pas liée à des mesures plus lourdes mais uniquement à des moyens en personnel inadéquats au regard de la charge de travail qui pèse sur le personnel.

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
			<p>Valeur inférieure à la moyenne nationale : la charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services soit parce que son panier de mesures est composé de mesures moins lourdes, soit parce que les moyens en personnel sont trop importants au regard des mesures prises en charge. Ce service sera donc en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire.</p>
	Coût de l'intervention des délégués	Dépenses de personnels délégués à la tutelle/Temps actif mobilisable (TAM)	<p>Mesure le coût des interventions auprès des usagers hors les charges de structure</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale : le coût de l'intervention des délégués est donc plus important que dans les autres services. Ceci est imputable soit à des charges de personnels délégués à la tutelle trop élevées par rapport aux autres services (voir les valeurs des indicateurs vieillesse technicité, la structure de qualification (attention : ces indicateurs concernent l'ensemble des personnels mais ils peuvent donner des premiers éléments d'analyse) soit à un temps actif mobilisable très faible (voir la valeur de l'indicateur TAM). Ceci peut être la conséquence d'un absentéisme important, de personnels en formation non remplacés, du non remplacement des personnels absents ou en congés, et/ou de l'application dans le service des congés trimestriels...</p> <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale : ceci est lié soit à des charges de personnels faibles par rapport aux autres services, soit à un TAM élevé (voir la valeur de l'indicateur TAM). Dans ce dernier cas, cela signifie que le service a fait le choix de remplacer le personnel absent pour différentes causes (maternité, maladie...) ou a recours à des heures supplémentaires ou encore a très peu d'absentéisme.</p>
	Nombre de mesures moyennes par ETP Indicateur de référence	(Total des points/(valeur nationale du 2P3Mx12))/Nombre total d'ETP	<p>A pour but d'apprécier le nombre de mesures par salarié sur la base d'une mesure dont la lourdeur de prise en charge est moyenne au niveau national.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale : la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Ceci est donc lié soit au fait que les mesures gérées par le service sont plus lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure du service), soit que les moyens en personnel sont insuffisants, soit les deux.</p> <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale : la charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services. Ceci est lié soit à des mesures prises en charge par le service moins lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure), soit que les personnels sont en nombre suffisant au regard de la lourdeur des mesures, soit les deux. Ce service sera en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire.</p>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
Indicateur de personnel	Indicateur de qualification	Répartition du personnel selon leur niveau de qualification	<p>Cet indicateur permet d'apprécier la structure de qualification des effectifs en postes.</p> <p>Il met en lumière les écarts de répartition des qualifications entre les services. Il informe sur le marché du travail et d'éventuelles difficultés de recrutement, ainsi que sur l'adaptation du recrutement à la spécificité de la mission. L'analyse de cet indicateur permet d'expliquer la valeur d'autres indicateurs notamment des indicateurs de coûts. Si un service a un % de personnel ayant un niveau de qualification élevé plus important que dans les autres services du secteur alors cela pourra expliquer des coûts plus importants ; le service devra toutefois justifier ces écarts.</p>
Indicateur de personnel	Indicateur de vieillesse-technicité	La somme des rapports (indice réel / indice de base) pondérés par l'équivalent temps plein pour tous les personnels divisée par la somme des équivalents temps	<p>Mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Permet d'apprécier, d'une part, de l'ancienneté du personnel, et d'autre part, de l'intensité du turn-over au sein des structures.</p> <p>Cet indicateur mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Il permet d'apprécier d'une part l'ancienneté du personnel, et d'autre part, la politique catégorielle et promotionnelle de l'établissement. Il peut aussi être mis en corrélation avec l'intensité du turn-over au sein des structures. L'analyse doit tenir compte de l'ancienneté de la structure. Les résultats de l'indicateur offrent une photographie de l'évolution des carrières au sein de différentes structures.</p> <p>Cet indicateur permet également d'expliquer les valeurs d'autres indicateurs notamment les indicateurs de coûts.</p>
Indicateur de personnel	Temps actif mobilisable	(Temps de travail théorique (1607)xETP)-heures d'absence + heures supplémentaires) / (temps de travail théorique (1607)xETP)	<p>Cet indicateur mesure le temps de travail dans le service, temps disponible auprès des usagers, temps de transport pour les services et temps de présence dans le service.</p> <p>Ce recensement concerne uniquement les délégués à la tutelle. Cet indicateur mesure la présence réelle, c'est-à-dire le « présentisme » qui est différent de la présence légale ou conventionnelle dans le service diminué de l'absentéisme tel que reconnu par le code du travail.</p> <p>Cet indicateur mesure donc la présence réelle dans le service sans avoir la répartition de cette présence entre le temps consacré directement à l'utilisateur ou à des réunions par exemple. La valeur de cet indicateur doit être interprétée en lien avec l'indicateur relatif à la formation. Le TAM permettra de voir si les personnes parties en formation ont été remplacées.</p> <p>La valeur de cet indicateur permet également d'analyser la valeur de l'indicateur relatif au coût de l'intervention des délégués.</p>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
Indicateur de personnel	Indicateur du temps de formation	Nombre d'heures de formation réalisées par les délégués à la tutelle/Nombre total ETP délégué	<p>Permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation</p> <p>Cet indicateur permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation. La valeur de cet indicateur devrait progresser du fait des nouvelles conditions d'exercice prévues par la loi.</p>
Indicateurs financiers et de structure	Valeur du point personnel (délégué et autres personnels)	Total des dépenses de personnel/Total des points	<p>Permet de comparer les charges afférentes au personnel en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge.</p> <p>Prend en compte les spécificités d'organisation des services tutélaires. Il est intéressant de comparer cet indicateur avec le nombre de points par ETP pour voir si les valeurs concordent ou non.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valeur supérieure à la moyenne nationale : les moyens alloués pour le financement du personnel sont élevés au regard de la charge du travail du service. Soit le service gère des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir la valeur du poids moyen de la mesure), soit le nombre de personnels est trop important au regard de cette charge de travail, soit les deux. Une dernière explication pourrait être que seules les charges de personnel sont trop importantes. Dans ce cas, il devrait y avoir une discordance avec le nombre de points par ETP en personnel (valeur inférieure ou proche de la moyenne) et la valeur du point personnel. Une analyse plus fine des charges de personnel devra être faite. - Valeur inférieure à la moyenne nationale : les moyens alloués pour le financement du personnel ne sont pas en adéquation avec la lourdeur des mesures gérées. Ceci est dû soit au fait que le service a des mesures très lourdes, soit que le nombre de personnels en poste est insuffisant au regard de la charge de travail, soit les deux. Si ces raisons ne s'avèrent pas concluantes, alors une analyse détaillée des charges de personnel devra être faite ainsi que des autres indicateurs relatifs au personnel (indicateur de qualification, vieillesse technicité...).
	Valeur du point service Indicateur de référence	Total du budget/Total des points	<p>Permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale : les moyens alloués au service sont importants au regard de la lourdeur des mesures qu'il gère. Il faut donc analyser les autres indicateurs pour expliquer cette situation.</p>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
			<ul style="list-style-type: none"> - soit le service a des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir poids moyen de la mesure et nombre de points par ETP) ; - soit le nombre de personnels est trop important au regard des mesures prises en charge ; - soit les deux : poids moyen de la mesure faible et nombre de personnels important au regard de la charge de travail ; - soit le nombre de personnels est « correct » au regard du nombre de points mais ce sont les charges de personnel qui sont trop élevées (dans ce cas-là, il devrait y avoir une discordance entre le nombre de points par ETP (au niveau de la moyenne) et la valeur du point personnel (valeur supérieure à la moyenne). Il est nécessaire pour expliquer cette situation de voir les valeurs des indicateurs liés au personnel (indicateur de formation, qualification des personnels, indicateur vieillesse-technicité, TAM). <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale : cela signifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit que le service gère des mesures très lourdes par rapport aux moyens qui lui sont alloués. Il faut vérifier cette interprétation par le biais notamment de l'indicateur relatif au nombre de points par ETP ou du poids moyen de la mesure majeur protégé. Si les valeurs de ces deux indicateurs sont élevées par rapport aux valeurs moyennes et médianes régionales ou départementales, alors il pourrait être justifié, dans une logique de réduction des écarts, d'accroître les moyens du service par l'embauche de personnels supplémentaires ; - soit que ses charges, notamment de personnel, sont assez faibles par rapport aux autres services. Cette interprétation doit quant à elle être vérifiée par le biais des indicateurs suivants : valeur du point personnel ou indicateur- vieillesse technicité (personnel avec ancienneté faible). Les valeurs de ces indicateurs permettent de voir si les écarts sont justifiés ou non.
	Répartition des ETP délégués et autres	Nombre de postes ETP délégués et autres personnels/ Total du personnel en ETP	<p>Permet de comparer les moyens en personnel et les choix effectués dans l'organisation du service</p> <p>En effet, un service tutélaire peut opter soit pour une organisation où des services juridiques, administratifs, comptables appuient le délégué à la tutelle qui, lui, oriente son activité sur l'accompagnement à la personne, soit restreindre ces différents services et confier aux délégués des tâches autres que l'accompagnement à la personne.</p>

DIRECTION GENERALE
DE LA COHESION SOCIALE

Annexe 6

Valeurs des indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)

Tableaux de bord

Tableau de bord relatif aux indicateurs- Moyennes

Données générales

	2022	2023		2024 (Prévisionnel)	
		Nombre	Taux évolution/N-1	Nombre	Taux évolution/N
Mesures au 31/12 (sans sauvegarde)	378 705	385 277	1,74%	392 760	1,9%
Mesures au 31/12 (avec sauvegarde)	385 828	394 440	2,23%	402 159	2,0%
Mesures en moyenne dans l'année (avec sauvegarde)	384 513	389 989	1,4%	398 447	2,2%
ETP	13 430	13 951	3,9%	14 303	2,5%
Nombre de points	50 431 059	51 118 445	1,4%	52 482 108	2,67%

Indicateurs de référence-Moyennes

	2022	2023	2024
Poids moyen de la mesure majeur protégé	10,93	10,92	10,98
Valeur du point service	15,69	16,43	17,21
Nombre de points par ETP	3 755	3 664	3 669
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	28,68	27,99	28,03

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes

	2022	2023	2024
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	12,64	14,30	14,13
- Valeur du point délégué	6,49	7,02	7,34
- Valeur du point autres personnels	6,15	7,28	6,79

Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes

Nombre de postes ETP (en %)	2022	2023	2024
Délégués	51,7%	52,0%	52,1%
Autres personnel	48,3%	48,0%	47,9%

Indicateur de qualification en 2022	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8	Niveaux 1 à 8
%	2,4%	6,1%	30,7%	18,9%	24,0%	14,9%	3,4%	0,3%	100,0%

Indicateur de formation	2022	2023	2024
nb d'h/ETP	33,7	35,6	35,2

Indice de vieillesse-technicité en 2022	1,22
---	------

	2022	2023	2024
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 755	3 664	3 669
Nombre de points par ETP délégués	7 264	7 046	7 043
Nombre de points par ETP autres personnels	7 774	7 634	7 660

Indicateurs d'activité-Moyennes

	2022
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,93

	2022
Coût de l'intervention des délégués	32,66

Répartition des mesures en moyenne dans l'année selon leur nature et selon le nombre de points

	2022				2023 (prévisionnel)				2024 (prévisionnel)			
	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points
MAJ	1 435	0,4%	261 963	0,5%	1 409	0,4%	257 497	0,5%	1 457	0,4%	264 392	0,5%
Curatelle renforcée	204 627	54,2%	30 997 665	61,5%	207 008	54,2%	31 304 092	61,2%	211 384	54,2%	32 086 975	63,6%
Curatelle simple	8 831	2,3%	1 111 952	2,2%	8 967	2,3%	1 125 239	2,2%	9 272	2,4%	1 164 268	2,3%
Tutelle	135 695	36,0%	13 125 692	26,0%	136 723	35,8%	13 232 175	25,9%	139 203	35,7%	13 574 829	26,9%
Sauvegarde de justice	7 260	1,9%	1 742 778	3,5%	7 918	2,1%	1 900 316	3,7%	8 319	2,1%	1 996 480	4,0%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	24 862	6,6%	3 114 633	6,2%	25 821	6,8%	3 207 825	6,3%	26 383	6,8%	3 294 370	6,5%
Subrogé tuteur ou curateur	1 803	0,5%	76 377	0,2%	2 142	0,6%	91 302	0,2%	2 429	0,6%	100 794	0,2%
Total hors sauvegarde	377 253	98,1%	48 688 281	96,5%	382 071	98,0%	49 218 130	96,3%	390 128	97,9%	50 485 628	96,2%
Total	384 513	100%	50 431 059	100%	389 989	100%	51 118 445	100%	398 447	100%	52 482 108	100%
Total en établissement	129 631	34,4%	11 193 356	23,0%	131 015	34,3%	11 294 047	22,9%	132 911	34,1%	11 537 394	22,9%
Total à domicile	247 621	65,6%	37 494 925	77,0%	251 055	65,7%	37 924 082	77,1%	257 217	65,9%	38 948 234	77,1%
Sorties	38 310	10,0%	2 642 690	5,2%	36 237	9,3%	2 590 943	5,1%	36 103	9,1%	2 979 155	5,7%
Mesures nouvelles	35 951	9,3%	1 141 971	2,3%	36 321	9,3%	1 082 854	2,1%	41 937	10,5%	1 092 623	2,1%

Répartition des mesures selon leur nature au 31/12

	2022			2023 (prévisionnel)			2024 (prévisionnel)		
	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile
MAJ	1 396	0,4%	98,6%	1 418	0,4%	98,8%	1 495	0,4%	99,1%
Curatelle renforcée	205 284	53,2%	81,7%	208 722	52,9%	82,0%	212 703	52,9%	82,1%
Curatelle simple	8 740	2,3%	95,7%	8 864	2,2%	95,5%	9 044	2,2%	95,2%
Tutelle	135 948	35,2%	37,2%	138 154	35,0%	37,7%	140 462	34,9%	38,2%
Sauvegarde de justice	7 123	1,8%	0,0%	9 163	2,3%	0,0%	9 399	2,3%	0,0%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	25 280	6,6%	73,0%	25 759	6,5%	73,5%	26 521	6,6%	73,8%
Subrogé tuteur ou curateur	2 057	0,5%	69,6%	2 360	0,6%	69,5%	2 535	0,6%	67,8%
TOTAL hors sauvegarde	378 705	98,2%	0,0%	385 277	97,7%	0,0%	392 760	97,7%	0,0%
TOTAL	385 828	100%	64,3%	394 440	100%	64,3%	402 159	100%	64,5%

Tableau de bord relatif aux indicateurs- Médianes**Indicateurs de référence-Médianes**

	2022	2023	2024
Poids moyen de la mesure majeur protégé	10,93	10,92	10,97
Valeur du point service	15,73	16,58	17,24
Nombre de points par ETP	3 728	3 646	3 659
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	28,47	27,85	27,95

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes

	2022	2023	2024
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	12,71	13,47	14,10
- Valeur du point délégué	6,44	7,10	7,30
- Valeur du point autres personnels	6,19	6,40	6,75

Indicateurs relatifs au personnel-Médianes

Nombre de postes ETP (en %)	2022	2023	2024
Délégués	51,84%	52,04%	52,12%
Autres personnel	48,16%	47,96%	47,88%

Indicateur de qualification en 2022	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8	Niveaux 1 à 8
%	0,0%	0,3%	23,3%	18,5%	13,9%	0,5%	0,0%	0,0%	100,0%

Indicateur de formation	2022	2023	2024
nb d'h/ETP	28,9	31,3	31,3

Indice de vieillesse-technicité en 2022	1,22
---	------

	2022	2023	2024
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 728	3 646	3 659
Nombre de points par ETP délégués	7 245	6 996	7 017
Nombre de points par ETP autres personnels	7 786	7 718	7 673

Indicateurs d'activité-Médianes

	2022
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,92

	2022
Coût de l'intervention des délégués	31,94

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs												Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs												Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs											
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes												Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes												Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes											
Régions et départements	Exercice 2022											Exercice 2023											Exercice 2024												
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle	Coût de l'intervention des délégués à la tutelle	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP						
Guadeloupe	10,86	17,68	5,98	6,23	12,21	8 633	9 497	4 522	34,54	0,59	29,48	10,59	18,73	6,69	7,08	13,77	8 687	9 556	4 551	34,76	10,94	21,26	7,65	8,11	15,76	7 584	8 138	3 926	29,59						
Martinique	10,96	21,85	7,61	5,58	13,19	5 601	9 103	3 468	26,49	0,79	76,77	10,50	19,88	8,69	6,36	15,05	6 269	8 068	3 528	26,95	10,94	19,35	8,46	6,44	14,90	6 709	8 635	3 776	28,84						
Mayenne	8,88	19,42	5,13	8,86	13,98	9 968	7 932	4 417	33,74	0,21	35,48	9,11	17,52	5,32	6,07	11,39	7 671	8 219	3 968	30,31	8,95	24,19	7,67	8,79	16,46	6 224	7 046	3 305	25,24						
Normandie	11,21	15,64	7,07	5,90	12,97	7 395	8 626	3 982	30,41	0,58	54,54	11,07	16,24	7,81	6,07	13,88	7 138	8 522	3 884	29,67	11,09	17,54	8,40	6,72	15,11	7 011	8 110	3 760	28,72						
Mayotte	10,87	18,14	9,64	4,21	13,85	4 552	8 372	2 949	22,52	0,92	25,10	11,37	19,65	10,41	5,44	15,85	4 149	7 996	2 732	20,86	10,88	24,32	12,33	15,35	27,68	3 505	6 339	2 257	17,24						
DOM	10,91	16,89	6,84	6,09	12,93	7 403	8 771	4 015	30,67	0,54	44,91	10,88	17,28	7,56	6,28	13,84	7 174	8 628	3 917	29,92	10,84	19,19	8,31	7,41	15,72	6 811	7 997	3 678	28,09						
France (métropole et DOM)	10,93	15,69	6,49	6,15	12,64	7 264	7 774	3 755	28,68	0,93	32,66	10,92	16,43	7,02	7,28	14,30	7 046	7 634	3 664	27,99	10,98	17,21	7,34	6,79	14,13	7 043	7 660	3 649	28,03						

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs														Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs													
Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes														Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes													
Régions et départements	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification								Indicateur de vieillissement - technicité J/I	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Exercice 2024									
					Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8						Niveaux 1 à 8	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation					
8 Ardennes	82,7	49,3%	50,7%	35	1%	1%	28%	17%	44%	8%	2%	0%	100%	1,24	86,20	50,0%	50,0%	35,78	86,05	49,9%	50,1%	28,92					
10 Aube	80,7	53,0%	47,0%	23	1%	4%	7%	16%	12,0%	51%	9%	0%	100%	1,21	82,93	53,2%	46,8%	25,39	83,55	54,8%	45,2%	8,19					
51 Marne	101,0	53,5%	46,5%	29	3%	7%	52%	1%	33%	3%	0%	0%	100%	1,20	102,14	53,8%	46,2%	18,42	102,54	54,6%	45,4%	29,86					
52 Marne Haute	53,5	49,4%	50,6%	48	2%	0%	26%	14%	48,4%	6%	3%	0%	100%	1,17	54,80	50,7%	49,3%	58,20	54,80	50,7%	49,3%	21,58					
54 Meurthe-et-Moselle	127,3	51,9%	48,1%	49	0%	4%	17%	17%	54%	7%	2%	0%	100%	1,22	128,65	54,4%	45,6%	35,39	140,16	53,0%	47,0%	40,25					
55 Meuse	60,9	46,9%	53,1%	52	1%	2%	35%	13%	44%	4%	1%	0%	100%	1,01	64,64	49,0%	51,0%	48,85	66,35	49,4%	50,6%	41,96					
57 Moselle	200,3	49,1%	50,9%	32	6%	16%	51%	13%	7%	5%	2%	0%	100%	1,24	207,76	49,6%	50,4%	32,96	213,10	47,5%	52,5%	45,46					
67 Rhin (Bas)	122,3	59,3%	40,7%	18	3%	5%	56%	9%	20%	4%	32%	0%	100%	1,22	126,53	58,7%	41,3%	25,31	128,09	58,4%	41,6%	23,12					
68 Rhin (Haut)	132,8	54,0%	46,0%	17	2%	4%	39%	22%	11%	16%	6%	0%	100%	1,16	139,00	53,8%	46,2%	32,91	142,06	54,9%	45,1%	44,90					
88 Vosges	103,4	57,9%	42,1%	54	1%	4%	45%	22%	26%	1%	2%	0%	100%	1,27	104,81	58,7%	41,3%	25,67	104,42	58,9%	41,1%	35,17					
Grand Est	1 064,9	52,7%	47,3%	34	2%	6%	38%	14%	27%	10%	3%	0%	100%	1,21	1 097,46	53,3%	46,7%	31,84	1 120,92	53,1%	46,9%	34,03					
10 Charente	112,5	45,8%	54,2%	48	3%	3%	15%	18%	40%	16%	6%	0%	100%	1,25	119,89	47,2%	52,8%	61,63	120,41	47,7%	52,3%	32,93					
17 Charente Maritime	215,5	49,1%	50,9%	13	0%	1%	20%	16%	43%	10%	10%	0%	100%	1,26	229,63	50,8%	49,2%	11,84	233,09	51,0%	49,0%	21,89					
19 Corrèze	80,8	47,6%	52,4%	21	3%	2%	22%	21%	17%	24%	11%	0%	100%	1,19	81,30	49,7%	50,3%	14,60	86,57	47,0%	53,0%	14,73					
23 Creuse	41,6	52,8%	47,2%	19	0%	2%	39%	23%	35%	1%	0%	0%	100%	1,21	44,08	55,7%	44,3%	70,35	44,58	55,1%	44,9%	28,27					
24 Dordogne	178,0	51,0%	49,0%	28	1%	0%	27%	20%	44%	6%	1%	0%	100%	1,24	192,62	51,2%	48,8%	19,17	194,60	50,7%	49,3%	22,30					
33 Gironde	350,6	50,7%	49,3%	30	2%	2%	40%	20%	18%	14%	4%	0%	100%	1,25	350,84	50,7%	49,3%	33,86	355,33	51,1%	48,9%	37,55					
40 Landes	102,3	50,9%	49,1%	13	3%	7%	53%	33%	7%	0%	0%	0%	100%	1,28	107,16	50,0%	50,0%	18,37	118,16	50,4%	49,6%	12,15					
47 Lot-et-Garonne	120,1	48,6%	51,4%	53	2%	4%	35%	28%	18%	12%	4%	0%	100%	1,22	123,27	48,8%	51,2%	52,65	124,65	49,0%	51,0%	54,84					
64 Pyrénées Atlantiques	169,0	48,3%	51,7%	15	3%	7%	60%	10%	20%	0%	0%	0%	100%	1,17	170,47	47,7%	52,3%	3,81	172,26	48,6%	51,4%	4,06					
79 Sévres Deux	147,2	51,0%	49,0%	30	0%	0%	5%	24%	50%	14%	7%	0%	100%	1,24	150,58	49,1%	50,9%	42,34	152,57	48,5%	51,5%	37,16					
86 Vienne	130,3	45,9%	54,1%	28	2%	11%	47%	15%	13%	9%	2%	0%	100%	1,23	134,17	46,2%	53,8%	36,20	147,36	48,2%	51,8%	39,70					
87 Vienne (Haut)	115,5	50,1%	49,9%	40	1%	7%	46%	14%	30%	1%	1%	0%	100%	1,28	120,53	53,1%	46,9%	62,46	127,05	53,0%	47,0%	54,73					
Nouvelle Aquitaine	1 761,4	49,4%	50,6%	28	1%	2%	34%	19%	24%	9%	4%	0%	100%	1,24	1 824,54	50,9%	49,1%	31,80	1 886,62	50,0%	50,0%	30,35					
21 Côte d'Or	89,8	55,1%	44,9%	64	0%	0%	5%	5%	34%	51%	4%	0%	100%	1,35	90,40	54,7%	45,3%	61,28	93,33	54,1%	45,9%	61,40					
25 Doubs	108,0	62,0%	38,0%	30	0%	4%	17%	2%	5%	57%	0%	16%	100%	1,19	112,99	61,9%	38,1%	35,59	116,29	61,4%	38,6%	32,56					
39 Jura	85,4	50,9%	49,1%	37	0%	0%	8%	14%	16%	52%	10%	0%	100%	1,24	87,47	53,7%	46,3%	40,43	88,47	54,3%	45,7%	39,58					
58 Nièvre	87,0	46,1%	53,9%	31	1%	0%	12%	14%	29%	35%	9%	1%	100%	1,20	76,04	47,3%	52,7%	33,35	81,18	47,9%	52,1%	28,70					
70 Saône Haute	68,4	55,4%	44,6%	43	0%	0%	4%	56%	36%	3%	0%	0%	100%	1,24	74,81	52,5%	47,5%	35,65	78,57	54,4%	45,6%	35,08					
71 Saône Loire	162,8	50,8%	49,2%	22	0%	1%	31%	9%	21%	9%	4%	0%	100%	1,27	175,87	50,5%	49,5%	29,43	179,08	50,3%	49,7%	26,40					
89 Yonne	94,1	44,9%	55,1%	56	0%	0%	12%	16%	24%	43%	6%	0%	100%	1,22	101,28	52,6%	47,4%	44,85	101,03	52,5%	47,5%	45,75					
90 Territ. de Belfort	30,8	56,5%	43,5%	20	10%	12%	48%	12%	13%	6%	28%	0%	100%	1,30	31,80	57,9%	42,1%	19,02	32,30	57,0%	43,0%	19,02					
Bourgogne-Franche Comté	726,3	52,4%	47,6%	37	1%	1%	17%	9%	21%	43%	5%	3%	100%	1,25	750,66	53,5%	46,5%	38,23	770,25	53,6%	46,4%	36,54					
22 Côtes d'Armor	204,1	54,1%	45,9%	34	1%	3%	47%	28%	19%	3%	1%	0%	100%	1,20	203,31	54,5%	45,5%	38,49	211,10	54,1%	45,9%	37,61					
29 Finistère	278,0	52,7%	47,3%	32	0%	0%	2%	9%	20%	35%	13%	0%	100%	1,25	283,50	52,7%	47,3%	30,69	290,20	53,2%	46,8%	31,41					
48 Ille et Vilaine	208,2	51,9%	48,1%	20	8%	11%	55%	24,2	2%	0%	0%	0%	100%	0,81	214,44	51,2%	48,8%	44,78	224,07	52,7%	47,3%	44,24					
56 Morbihan	220,4	51,8%	48,2%	36	1%	9%	45%	40%	0%	5%	0%	0%	100%	1,01	231,60	53,1%	46,9%	28,82	249,10	53,6%	46,4%	26,49					
Bretagne	920,7	52,6%	47,4%	31	3%	5%	33%	21%	12%	21%	5%	0%	100%	1,10	939,85	52,9%	47,1%	35,20	974,44	53,4%	46,6%	34,43					
18 Cher	114,8	54,7%	45,3%	32	1%	27%	12%	14%	23%	20%	2%	1%	100%	1,27	121,10	53,8%	46,2%	32,91	122,07	54,1%	45,9%	28,18					
28 Eure et Loir	103,8	54,9%	45,1%	43	3%	6%	84%	39%	14%	8%	3%	0%	100%	1,26	108,45	57,7%	42,3%	40,02	112,08	56,8%	43,2%	52,13					
36 Indre	94,6	48,6%	51,4%	24	2%	2%	22%	17%	43%	9%	5%	0%	100%	1,24	99,10	49,7%	50,3%	43,59	100,10	49,3%	50,7%	36,73					
37 Indre-et-Loire	181,0	51,1%	48,9%	34	3%	3%	51%	4%	23%	8%	1%	0%	100%	1,26	192,38	51,7%	48,3%	85,62	195,47	50,6%	49,4%	66,21					
41 Loir et Cher	121	49,3%	50,7%	78	0%	0%	0%	21%	4%	13%	1%	0%	100%	1,21	89,85	45,0%	55,0%	87,26	91,85	45,1%	54,9%	72,46					
45 Lotet	106,3	46,3%	53,7%	57	0%	0%	4%	22%	51%	23%	0%	0%	100%	1,19	110,01	47,2%	52,8%	99,69	116,51	46,3%	53,7%	74,44					
Centre-Val de Loire	682,6	51,0%	49,0%	41	1%	7%	30%	13%	32%	20%	2%	0%	100%	1,24	720,89	51,2%	48,8%	59,80	738,03	50,8%	49,2%	53,07					
24 Corse du Sud	0,1	0%	0%	0	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0	0	0%	0%	0	0	0	0%	0					
28 Corse Haute	22,1	55,9%	44,1%	100	10%	10%	65%	21%	0%	0%	0%	0%	100%	1,06	25,00	53,2%	46,8%	34,36	25,00	53,2%	46,8%	35,94					
Corse	22,1	55,9%	44,1%	100	10%	10%	65%	21%	0%	0%	0%	0%	100%	1,06	25,00	53,2%	46,8%	34,36	25,00	53,2%	46,8%	35,94					
75 Paris	188,9	58,1%	41,9%	27	1%	6%	25%	17%	28%	8%	16%	0%	100%	1,15	190,71	53,8%	46,2%	26,05	196,71	55,9%	44,1%	37,57					
77 Seine Marne	155,9	52,2%	47,8%	76	3%	8%	30%	18%	28%	11%	2%	0%	100%	1,24	172,06	51,5%	48,5%	50,37	179,46	51,4%	48,6%	53,74					
78 Yvelines	135,0	55,6%	44,4%	26	2%	5%	49%	7%	32%	3%	3%	0%	100%	1,24	139,96	55,0											

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs															Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs								
Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes															Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes								
Régions et départements	Exercice 2022														Exercice 2023				Exercice 2024				
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification										Indicateur de vieillesse - technicité J/I	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
					Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8	Niveaux 1 à 8										
83 Var	148,1	50,9%	49,1%	35	1%	3%	58%	14%	9%	14%	0%	0%	100%	1,24	153,70	51,5%	48,5%	30,52	162,25	51,5%	48,5%	16,77	
84 Vaucluse	129,0	55,4%	44,6%	24	1%	4%	49%	29%	14%	2%	1%	0%	100%	1,25	135,13	54,5%	45,5%	31,04	136,63	54,6%	45,4%	42,27	
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	761,9	52,0%	48,0%	41	2%	8%	36%	20%	18%	13%	3%	0%	100%	1,17	791,77	52,2%	47,8%	49,26	809,11	52,5%	47,5%	47,44	
1 Ain	114,9	47,3%	52,7%	60	4%	9%	53%	29%	5%	0%	0%	0%	100%	1,25	116,47	46,7%	53,3%	59,63	117,38	46,3%	53,7%	60,46	
3 Allier	79,5	50,6%	49,4%	2	11%	11%	46%	23%	9%	0%	0%	0%	100%	1,19	81,90	49,5%	50,5%	10,54	84,40	49,1%	50,9%	5,92	
7 Ardèche	87,1	51,7%	48,3%	39	1%	9%	63%	8%	18%	1%	0%	0%	100%	1,26	85,18	51,7%	48,3%	23,01	84,22	51,9%	48,1%	17,21	
15 Cantal	66,0	49,1%	50,9%	33	10%	33%	32%	23%	2%	0%	0%	0%	100%	1,21	67,68	51,3%	48,7%	32,09	67,58	49,5%	50,5%	41,64	
26 Drôme	148,2	51,5%	48,5%	32	1%	3%	14%	21%	52%	5%	5%	1%	100%	1,24	156,54	51,3%	48,7%	36,18	155,29	51,6%	48,4%	33,71	
38 Isère	210,4	50,4%	49,6%	41	5%	24%	49%	14%	21%	4%	3%	1%	100%	1,19	215,64	50,7%	49,3%	47,84	218,52	50,4%	49,6%	44,95	
42 Loire	200,7	52,3%	47,7%	45	1%	1%	41%	13%	9%	32%	3%	0%	100%	1,26	208,61	53,0%	47,0%	30,48	220,94	52,2%	47,8%	43,34	
43 Loire (Haute)	62,2	50,2%	49,8%	43	3%	18%	35%	7%	32%	3%	2%	0%	100%	1,26	64,80	51,4%	48,6%	28,05	66,13	51,1%	48,9%	35,62	
63 Puy de Dôme	199,6	50,8%	49,2%	33	1%	1%	45%	29%	21%	3%	0%	0%	100%	1,21	208,53	49,2%	50,8%	26,89	216,91	48,4%	51,6%	26,30	
69 Rhône	266,8	50,4%	49,6%	58	1%	6%	38%	21%	19%	10%	6%	0%	100%	1,18	282,12	51,1%	48,9%	65,54	287,05	51,1%	48,9%	65,54	
73 Savoie	92,9	51,0%	49,0%	69	10%	10%	56%	19%	5%	0%	0%	0%	100%	1,21	96,20	50,8%	49,2%	42,56	97,30	51,3%	48,7%	46,59	
74 Savoie Haute	103,4	57,6%	42,4%	74	1%	11%	58%	30%	0%	0%	0%	0%	100%	1,21	109,06	56,6%	43,4%	70,83	112,70	57,8%	42,2%	40,71	
Auvergne-Rhône-Alpes	1 631,6	51,1%	48,9%	45	3%	10%	43%	20%	18%	6%	2%	0%	100%	1,22	1 692,73	51,1%	48,9%	42,68	1 728,42	50,9%	49,1%	41,96	
France métropole hors DOM	13 205,4	51,7%	48,3%	34	2%	6%	31%	19%	24%	15%	3%	0%	100%	1,22	13 713,95	52,0%	48,0%	35,66	14 041,22	52,1%	47,9%	35,10	
Guadeloupe	42,0	52,4%	47,6%	0	0%	2%	25%	9%	54%	4%	4%	3%	100%	1,25	42,00	52,4%	47,6%	7,64	50,23	51,8%	48,2%	6,46	
Martinique	20,2	61,9%	38,1%	3	0%	0%	0%	10%	40%	50%	1%	0%	100%	1,13	23,10	56,3%	43,7%	8,35	23,10	56,3%	43,7%	115,38	
Guyane	13,5	44,3%	55,7%	0	0%	0%	7%	32%	30%	18%	13%	0%	100%	0,88	17,40	51,7%	48,3%	66,67	22,60	53,1%	46,9%	83,33	
Réunion	138,4	53,8%	46,2%	45	0%	1%	6%	45%	28%	12%	6%	1%	100%	1,18	143,19	54,4%	45,6%	32,89	152,70	53,6%	46,4%	34,69	
Mayotte	10,4	64,8%	35,2%	68	1%	6%	24%	26%	0%	39%	5%	0%	100%	0,63	11,65	65,8%	34,2%	55,41	13,20	64,4%	35,6%	24,71	
DOM	224,6	54,2%	45,8%	32	0%	2%	12%	30%	34%	15%	6%	1%	100%	1,11	237,34	54,6%	45,4%	29,82	261,83	54,0%	46,0%	40,45	
France (métropole et DOM)	13 430,0	51,7%	48,3%	34	2%	6%	31%	19%	24%	15%	3%	0%	100%	1,22	13 951,29	52,0%	48,0%	35,55	14 303,05	52,1%	47,9%	35,20	

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs																			
Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes																			
Régions et départements	2022													2023			2024		
	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification								Indicateur de vieillissement - technicité I/)	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	
				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8								Niveaux 1 à 8
8 Ardennes	45,5%	54,5%	21	2%	0%	39%	26%	26%	5%	1%	0%	100%	1,32	48%	52%	47,58	48%	52%	19,92
10 Aube	54,4%	46,6%	7	0%	0%	3%	13%	6%	47%	6%	0%	100%	1,22	53%	47%	1,20	54%	46%	13,64
51 Marne	53,5%	46,5%	1	0%	6%	55%	0%	24%	0%	0%	0%	100%	1,23	54%	46%	-	54%	46%	-
52 Marne Haute	49,7%	50,3%	66	3%	0%	34%	22%	34%	4%	2%	0%	100%	1,15	51%	49%	40,45	51%	49%	15,00
54 Meurthe-et-Moselle	53,2%	46,8%	29	0%	0%	19%	20%	50%	7%	2%	0%	100%	1,19	53%	47%	22,99	53%	47%	37,50
55 Meuse	46,9%	53,1%	53	1%	2%	35%	12%	44%	4%	1%	0%	100%	1,02	49%	51%	50,66	49%	51%	41,68
57 Moselle	45,9%	54,1%	54	4%	9%	50%	11%	6%	0%	0%	0%	100%	1,17	49%	51%	24,49	49%	51%	30,49
67 Rhin (Bas)	58,8%	41,2%	12	0%	0%	63%	9%	0%	0%	0%	0%	100%	1,15	63%	38%	8,59	63%	38%	10,74
68 Rhin (Haut)	55,6%	44,4%	17	0%	0%	16%	17%	18%	32%	0%	0%	100%	1,09	54%	46%	34,79	56%	44%	65,56
88 Vosges	63,2%	36,8%	18	0%	0%	50%	21%	50%	0%	0%	0%	100%	1,27	64%	36%	26,33	64%	36%	21,00
Grand Est	52,7%	47,3%	25	0%	0%	40%	14%	19%	0%	0%	0%	100%	1,21	53%	47%	23,57	53%	47%	27,79
16 Charente	46,0%	54,0%	34	0%	0%	10%	16%	47%	9%	0%	0%	100%	1,25	49%	51%	46,95	47%	53%	32,87
17 Charente Maritime	49,0%	51,0%	11	0%	0%	20%	16%	44%	6%	5%	0%	100%	1,28	51%	49%	10,01	51%	49%	13,16
19 Corrèze	48,6%	51,4%	21	0%	4%	49%	22%	16%	3%	0%	0%	100%	1,12	52%	48%	14,44	47%	53%	18,05
23 Creuse	46,0%	54,0%	3	0%	1%	46%	19%	9%	0%	0%	0%	100%	1,17	59%	41%	27,60	59%	41%	17,66
24 Dordogne	50,5%	49,5%	27	0%	0%	10%	26%	56%	7%	0%	0%	100%	1,17	52%	48%	20,34	51%	49%	22,18
33 Gironde	51,1%	48,9%	26	2%	0%	58%	20%	10%	1%	0%	0%	100%	1,26	51%	49%	27,87	53%	47%	29,05
40 Landes	50,9%	49,1%	13	1%	7%	53%	33%	7%	0%	0%	0%	100%	1,28	50%	50%	18,37	50%	50%	12,15
47 Lot-et-Garonne	48,5%	51,5%	47	1%	2%	30%	32%	12%	2%	2%	0%	100%	1,22	49%	51%	32,57	48%	52%	59,24
64 Pyrénées Atlantiques	46,6%	53,4%	15	3%	5%	55%	10%	10%	0%	0%	0%	100%	1,28	47%	53%	-	48%	52%	-
79 Sévres Deux	51,2%	48,8%	31	0%	0%	5%	23%	49%	15%	8%	0%	100%	1,24	49%	51%	43,29	49%	51%	38,48
86 Vienne	45,1%	54,9%	39	1%	2%	34%	15%	21%	1%	0%	0%	100%	1,20	46%	54%	47,20	49%	51%	56,99
87 Vienne (Haute)	57,4%	42,6%	23	0%	5%	51%	27%	30%	1%	0%	0%	100%	1,28	57%	43%	59,10	57%	43%	56,30
Nouvelle Aquitaine	49,2%	50,8%	22	0%	0%	42%	19%	17%	1%	0%	0%	100%	1,25	51%	49%	27,09	50%	50%	26,36
21 Côte d'Or	55,3%	44,7%	61	0%	0%	4%	4%	65%	3%	0%	0%	100%	1,35	55%	45%	60,19	54%	46%	60,07
25 Doubs	57,5%	42,5%	33	0%	5%	10%	0%	2%	35%	0%	0%	100%	1,16	58%	42%	47,22	58%	42%	33,37
39 Jura	50,9%	49,1%	37	0%	8%	14%	16%	52%	10%	0%	0%	100%	1,24	54%	46%	40,43	54%	46%	39,58
58 Nièvre	53,1%	46,9%	34	0%	0%	14%	6%	11%	22%	3%	0%	100%	1,16	53%	47%	35,17	53%	47%	22,82
70 Saône Haute	55,5%	44,5%	49	0%	0%	0%	4%	57%	35%	4%	0%	100%	1,23	53%	47%	38,62	55%	45%	39,96
71 Saône Loire	50,6%	49,4%	20	0%	1%	31%	15%	6%	9%	3%	0%	100%	1,23	51%	49%	25,14	50%	50%	24,98
89 Yonne	44,9%	55,1%	40	0%	7%	15%	15%	44%	0%	0%	0%	100%	1,22	52%	48%	46,19	52%	48%	46,19
90 Territoire de Belfort	56,5%	43,5%	20	10%	12%	48%	12%	13%	6%	0%	0%	100%	1,30	58%	42%	19,02	57%	43%	19,02
Bourgogne-Franche Comté	54,8%	45,2%	33	0%	0%	9%	8%	11%	37%	0%	0%	100%	1,23	53%	47%	36,00	53%	47%	31,36
22 Côtes d'Armor	51,5%	48,5%	38	0%	0%	55%	35%	0%	0%	0%	0%	100%	1,19	51%	49%	39,53	51%	49%	38,35
29 Finistère	53,0%	47,0%	29	0%	0%	2%	9%	20%	55%	13%	0%	100%	1,24	53%	47%	29,94	54%	46%	29,95
35 Ille et Vilaine	51,6%	48,4%	20	9%	12%	55%	23%	2%	0%	0%	0%	100%	0,96	51%	49%	47,90	53%	47%	46,77
56 Morbihan	52,6%	47,4%	22	1%	5%	25%	41%	0%	28%	0%	0%	100%	1,18	54%	46%	26,88	55%	45%	36,38
Bretagne	52,6%	47,4%	26	0%	1%	50%	33%	0%	0%	0%	0%	100%	1,18	53%	47%	29,72	53%	47%	33,39
18 Cher	54,3%	45,7%	41	0%	0%	9%	19%	14%	0%	3%	0%	100%	1,26	54%	46%	31,23	54%	46%	25,00
28 Eure et Loir	55,9%	44,1%	24	0%	0%	22%	32%	19%	0%	7%	0%	100%	1,28	57%	43%	38,39	57%	43%	44,79
36 Indre	48,9%	51,1%	29	1%	3%	27%	3%	42%	3%	1%	0%	100%	1,23	51%	49%	38,40	49%	51%	32,46
37 Indre-et-Loire	53,6%	46,4%	24	2%	4%	63%	10%	20%	0%	0%	0%	100%	1,25	52%	48%	49,60	52%	48%	47,93
41 Loir et Cher	49,3%	50,7%	78	0%	21%	4%	62%	13%	1%	0%	0%	100%	1,21	45%	55%	74,26	45%	55%	72,46
45 Loiret	49,3%	50,7%	79	0%	0%	2%	21%	39%	37%	0%	1%	100%	1,20	50%	50%	88,59	48%	52%	55,83
Centre-Val de Loire	52,5%	47,5%	32	0%	0%	10%	13%	27%	3%	0%	0%	100%	1,24	54%	46%	43,96	52%	48%	42,40
2A Corse du Sud																			
2B Corse Haute	56,0%	44,0%	106	10%	4%	65%	21%	0%	0%	0%	0%	100%	1,12	53%	47%	34,45	53%	47%	59,39
Corse	56,0%	44,0%	106	10%	4%	65%	21%	0%	0%	0%	0%	100%	1,12	53%	47%	34,45	53%	47%	59,39
75 Paris	55,6%	44,4%	18	0%	0%	11%	9%	7%	5%	0%	0%	100%	1,10	55%	45%	4,06	55%	45%	4,31
77 Seine Marne	50,0%	50,0%	69	0%	0%	15%	18%	42%	15%	1%	0%	100%	1,24	51%	49%	56,97	48%	52%	63,00
78 Yvelines	55,7%	44,3%	29	2%	6%	54%	8%	29%	3%	0%	0%	100%	1,23	54%	46%	32,06	53%	47%	35,48
91 Essonne	51,7%	48,3%	39	0%	2%	30%	15%	39%	7%	4%	0%	100%	1,14	53%	47%	37,37	54%	46%	33,85
92 Seine Hauts de	48,6%	51,4%	34	0%	6%	4%	26%	13%	11%	3%	0%	100%	1,09	57%	43%	23,49	52%	48%	25,63
93 Seine St Denis	50,3%	49,7%	27	0%	0%	4%	34%	20%	40%	12%	0%	100%	1,14	50%	50%	33,37	51%	49%	18,59
94 Val de Marne	52,2%	47,8%	67	0%	0%	1%	23%	65%	11%	1%	0%	100%	1,12	52%	48%	75,59	52%	48%	82,21
95 Val d'oise	51,2%	48,8%	55	4%	4%	11%	18%	29%	4%	3%	0%	100%	1,22	55%	45%	37,88	54%	46%	37,13
Ile de France	52,6%	47,4%	34	0%	0%	11%	18%	24%	7%	2%	0%	100%	1,18	52%	48%	29,95	53%	47%	32,55
9 Ariège	49,8%	50,2%	26	0%	5%	52%	6%	36%	0%	0%	0%	100%	1,29	50%	50%	30,11	50%	50%	28,17
11 Aude	46,5%	53,5%	29	2%	0%	56%	30%	11%	0%	0%	0%	100%	1,24	49%	51%	62,67	49%	51%	39,39
12 Aveyron	49,2%	50,8%	43	1%	4%	49%	38%	3%	0%	0%	0%	100%	1,26	47%	53%	43,95	49%	51%	43,95
30 Gard	57,1%	42,9%	12	0%	2%	51%	29%	13%	6%	0%	0%	100%	1,23	57%	43%	27,11	55%	45%	19,43
31 Garonne (Haute)	53,8%	46,2%	28	1%	3%	50%	8%	19%	4%	0%	0%	100%	1,24	51%	49%	29,92	52%	48%	29,63
32 Gers	49,5%	50,5%	36	2%	8%	26%	46%	19%	0%	0%	0%	100%	1,28	49%	51%	12,28	49%	51%	23,98
34 Hérault	51,6%	48,4%	16	0%	0%	4%	14%	56%	8%	3%	0%	100%	1,15	52%	48%	28,52	53%	47%	18,93
46 Lot	47,2%	52,8%	41	4%	16%	37%	19%	24%	0%	0%	0%	100%	1,30	47%	53%	49,74	50%	50%	46,45
48 Lozère	47,9%	52,1%	43	0%	0%	34%	19%	24%	13%	0%	0%	100%	1,03	48%	52%	43,75	47%	53%	43,75
65 Pyrénées Hautes	51,1%	48,9%	15	4%	0%	29%	30%	28%	4%	4%	0%	100%	1,27	51%	49%	46,87	48%	52%	43,11
66 Pyrénées Orient.	51,5%	48,5%	58	0%	0%	3%	29%	40%	18%	9%	1%	100%	1,21	52%	48%	73,62	52%	48%	52,29
81 Tarn	51,6%	48,4%	17	0%	0%	7%	22%	55%	4%	4%	0%	100%	1,28	52%	48%	25,54	51%	49%	34,74
82 Tarn et Garonne	48,6%	51,4%	22	7%	8%	52%	15%	17%	0%	0%	0%	100%	1,23	49%	51%	49,41	49%	51%	41,98
Occitanie	50,8%	49,2%	28	0%	0%	45%	28%	22%	0%	0%	0%	100%	1,24	51%	49%	29,92	50%	50%	31,35
2 Aisne	57,5%	42,5%	40	2%	0%	27%	28%	14%	1%	3%	0%	100%	1,21	58%	42%	11,38	57%	43%	20,98
59 Nord	53,7%	46,3%	20	1%	7%	43%	21%	0%	0%	0%									

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs																				
Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes																				
Régions et départements	2022													2023			2024			
	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification										Indicateur de vieillesse – technicité J/I	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8	Niveaux 1 à 8								
62 Pas-de-Calais	54,4%	45,6%	38	0%	3%	36%	26%	2%	2%	0%	0%	100%	1,27	54%	46%	25,43	54%	46%	22,43	
80 Somme	51,3%	48,7%	30	0%	5%	36%	17%	41%	0%	1%	0%	100%	1,27	52%	48%	42,60	52%	48%	49,12	
Hauts-de-France	54,6%	45,4%	27	0%	3%	16%	21%	6%	0%	0%	0%	100%	1,22	56%	44%	27,27	55%	45%	28,55	
14 Calvados	52,7%	47,3%	31	1%	6%	54%	18%	13%	0%	0%	0%	100%	1,25	55%	45%	32,40	54%	46%	15,88	
27 Eure	50,7%	49,3%	13	0%	10%	51%	28%	6%	2%	0%	0%	100%	1,24	49%	51%	48,58	48%	52%	48,94	
50 Manche	53,7%	46,3%	13	3%	9%	29%	13%	16%	27%	3%	0%	100%	1,24	52%	48%	11,52	52%	48%	20,12	
61 Orne	53,7%	46,3%	37	0%	0%	5%	33%	40%	9%	2%	0%	100%	1,22	52%	48%	29,53	52%	48%	30,65	
76 Seine Maritime	52,4%	47,6%	19	9%	15%	26%	18%	6%	0%	0%	0%	100%	1,22	53%	47%	25,34	54%	46%	25,06	
Normandie	52,7%	47,3%	25	1%	7%	39%	19%	11%	1%	0%	0%	100%	1,24	53%	47%	29,99	53%	47%	30,65	
44 Loire Atlantique	48,6%	51,4%	28	1%	3%	35%	12%	34%	4%	0%	0%	100%	1,22	50%	50%	31,33	50%	50%	30,72	
49 Maine-et-Loire	49,6%	50,4%	32	0%	14%	59%	23%	0%	0%	0%	0%	100%	1,24	50%	50%	67,46	50%	50%	34,62	
53 Mayenne	49,7%	50,3%	10	3%	5%	32%	21%	13%	22%	2%	1%	100%	1,27	49%	51%	29,75	49%	51%	53,08	
72 Sarthe	49,6%	50,4%	27	0%	5%	38%	21%	32%	2%	3%	0%	100%	1,25	50%	50%	33,45	50%	50%	28,90	
85 Vendée	53,3%	46,7%	16	0%	0%	7%	21%	40%	4%	1%	0%	100%	1,26	53%	47%	18,57	55%	45%	23,22	
Pays de Loire	49,7%	50,3%	21	0%	0%	12%	18%	14%	3%	0%	0%	100%	1,26	50%	50%	33,97	50%	50%	30,00	
4 Alpes de Hautes Provenances	49,7%	50,3%	18	0%	7%	67%	20%	0%	0%	0%	0%	100%	1,25	55%	45%	58,24	55%	45%	42,05	
5 Alpes Hautes	41,0%	59,0%	72	1%	0%	79%	10%	9%	0%	0%	0%	100%	1,21	43%	57%	74,85	42%	58%	151,26	
6 Alpes Maritimes	49,2%	50,8%	54	2%	4%	19%	29%	23%	0%	0%	0%	100%	1,14	50%	50%	38,83	50%	50%	45,73	
13 Bouches du Rhône	56,0%	44,0%	42	0%	0%	9%	20%	33%	11%	3%	0%	100%	1,11	56%	44%	51,66	56%	44%	50,60	
83 Var	51,6%	48,4%	37	0%	0%	54%	14%	7%	0%	0%	0%	100%	1,18	50%	50%	27,27	51%	49%	26,92	
84 Vaucluse	55,1%	44,9%	22	0%	0%	61%	28%	0%	0%	0%	0%	100%	1,26	53%	47%	35,36	54%	46%	34,04	
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	52,7%	47,3%	38	0%	1%	50%	25%	7%	0%	0%	0%	100%	1,22	52%	48%	38,57	53%	47%	38,27	
1 Ain	46,5%	53,5%	59	4%	9%	52%	25%	0%	0%	0%	0%	100%	1,23	45%	55%	56,14	44%	56%	58,82	
3 Allier	50,7%	49,3%	3	10%	10%	47%	25%	8%	0%	0%	0%	100%	1,20	49%	51%	12,13	49%	51%	7,00	
7 Ardèche	51,5%	48,5%	44	1%	9%	64%	9%	16%	0%	0%	0%	100%	1,26	52%	48%	22,75	52%	48%	17,41	
15 Cantal	49,3%	50,7%	32	9%	26%	39%	23%	2%	0%	0%	0%	100%	1,21	52%	48%	35,02	50%	50%	46,18	
26 Drôme	50,6%	49,4%	38	0%	0%	13%	20%	60%	3%	3%	0%	100%	1,24	50%	50%	37,34	50%	50%	35,97	
38 Isère	50,0%	50,0%	33	2%	19%	36%	23%	16%	0%	2%	0%	100%	1,18	49%	51%	44,80	49%	51%	42,99	
42 Loire	54,3%	45,7%	52	0%	0%	53%	9%	0%	0%	0%	0%	100%	1,25	55%	45%	30,49	55%	45%	47,08	
43 Loire (Haute)	50,4%	49,6%	43	3%	17%	35%	7%	34%	3%	2%	0%	100%	1,26	52%	48%	28,06	51%	49%	35,56	
63 Puy de Dome	50,7%	49,3%	25	0%	1%	52%	30%	46%	0%	0%	0%	100%	1,17	50%	50%	27,10	48%	52%	26,41	
69 Rhône	50,5%	49,5%	46	0%	0%	29%	19%	0%	2%	2%	0%	100%	1,19	53%	47%	44,15	51%	49%	49,18	
73 Savoie	52,2%	47,8%	79	3%	8%	55%	23%	4%	0%	0%	0%	100%	1,20	52%	48%	46,98	53%	47%	51,44	
74 Savoie Haute	57,7%	42,3%	91	1%	10%	58%	31%	0%	0%	0%	0%	100%	1,18	55%	45%	88,18	56%	44%	67,95	
Auvergne-Rhône-Alpes	50,5%	49,5%	38	1%	4%	50%	20%	5%	0%	0%	0%	100%	1,22	51%	49%	33,73	50%	50%	36,23	
France métropole hors DOM	51,8%	48,2%	30	0%	0%	24%	18%	14%	0%	0%	0%	100%	1,22	52%	48%	31,92	52%	48%	31,49	
Guadeloupe	53,1%	46,9%	0	0%	5%	42%	9%	38%	2%	3%	2%	100%	1,22	53%	47%	14,00	53%	47%	10,50	
Martinique	62,6%	37,4%	3	0%	0%	0%	10%	40%	50%	1%	0%	100%	1,13	56%	44%	7,75	56%	44%	107,14	
Guyane	44,3%	55,7%	0	0%	0%	7%	32%	30%	18%	13%	0%	100%	0,88	52%	48%	66,67	53%	47%	83,33	
Réunion	55,7%	44,3%	43	0%	0%	6%	32%	36%	15%	0%	0%	100%	1,23	56%	44%	17,31	55%	45%	25,98	
Mayotte	63,3%	36,7%	85	1%	7%	31%	25%	0%	32%	4%	0%	100%	0,78	64%	36%	68,68	62%	38%	17,50	
DOM	54,5%	45,5%	12	0%	0%	7%	25%	30%	15%	1%	0%	100%	1,15	55%	45%	19,81	55%	45%	21,00	
France (métropole et DOM)	51,8%	48,2%	29	0%	0%	23%	19%	14%	0%	0%	0%	100%	1,22	52%	48%	31,29	52%	48%	31,25	

Table with 3 main sections: 'Services mandataires judiciaires à la protection des mineurs', 'Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs', and 'Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs'. Each section contains a grid of data for various regions and categories, with columns for 'Année 2022' and 'Année 2023'.

DIRECTION GENERALE
DE LA COHESION SOCIALE

Annexe 7

***Valeurs des
indicateurs des
services Délégués
aux prestations
familiales (SDPF)***

Tableau de bord

Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs moyennes

Données générales

	2022	2023		2024	
		Nombre	Taux évolution/N-1	Nombre	Taux évolution/N
Mesures au 31/12	12 563	13 114	4,4%	13 711	4,6%
Mesures en moyenne dans l'année	12 524	12 820	2,4%	13 351	4,1%
ETP	842	894	6,2%	908	1,6%
Nombre de points	2 983 340	3 041 945	2,0%	3 179 331	4,5%

Indicateurs de référence-Moyennes

	2022	2023	2024
Poids moyen de la mesure	19,85	19,77	19,84
Valeur du point service	19,58	19,65	20,05
Nombre de points par ETP	3 542	3 401	3 500
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	14,79	14,21	14,62

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes

	2022	2023	2024
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	14,92	16,19	16,42
- Valeur du point délégué	8,26	9,08	9,20
- Valeur du point autres personnels	6,66	7,11	7,22

Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes

Nombre de postes ETP (en %)	2022	2023	2024
Délégués	55,9%	56,6%	57,0%
Autres personnel	44,1%	43,4%	43,0%

Indicateur de qualification en 2022	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8	Niveaux 1 à 8
%	2,4%	5,6%	34,8%	14,4%	26,6%	13,9%	2,0%	0,2%	100,0%

Indicateur de formation	2022	2023	2024
nb d'h/ETP	40,7	42,4	40,0

Indice de vieillesse-technicité en 2022	1,3
---	-----

	2022	2023	2024
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 542	3 401	3 500
Nombre de points par ETP délégués	6 340	6 012	6 136
Nombre de points par ETP autres personnels	8 025	7 833	8 147

Indicateurs d'activité-Moyennes

	2022
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,9

	2022
Coût de l'intervention des délégués	37,3

Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs médianes

Indicateurs de référence-Médianes

	2022	2023	2024
Poids moyen de la mesure	19,85	19,77	19,84
Valeur du point service	19,58	19,65	20,05
Nombre de points par ETP	3 542	3 401	3 500
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	14,79	14,21	14,62

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes

	2022	2023	2024
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	14,92	16,19	16,42
- Valeur du point délégué	8,26	9,08	9,20
- Valeur du point autres personnels	6,66	7,11	7,22

Indicateurs relatifs au personnel-Médianes

Nombre de postes ETP (en %)	2022	2023	2024
Délégués	54,9%	56,8%	56,3%
Autres personnel	45,1%	43,2%	43,8%

Indicateur de qualification en 2022	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8	Niveaux 1 à 8
%	0,0%	0,1%	23,0%	14,0%	17,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%

Indicateur de formation	2022	2023	2024
nb d'h/ETP	31,7	28,9	31,1

Indice de vieillesse-technicité en 2022	1,31
---	------

	2022	2023	2024
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 542	3 401	3 500
Nombre de points par ETP délégués	6 340	6 012	6 136
Nombre de points par ETP autres personnels	8 025	7 833	8 147

Indicateurs d'activité-Médianes

	2022
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,92

	2022
Coût de l'intervention des délégués	37,27

Tableau de bord sur les mesures

Nombre de mesures en moyenne, au 31/12 et flux

		2022		2023		2024	
		En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12
MJAGBF	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	12 350	98,3%	12 641	96,4%	13 164	96,0%
	Nombre de mesures au 31/12	12 388	98,6%	12 932	98,6%	13 523	98,6%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	3 189	25,4%	3 237	24,7%	3 415	24,9%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	4 499	35,8%	2 709	20,7%	2 733	19,9%
MJAGBF doublée d'une MAJ	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	174	1,4%	179	1,4%	187	1,4%
	Nombre de mesures au 31/12	175	1,4%	182	1,4%	188	1,4%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	8	0,1%	7	0,1%	8	0,1%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	16	0,1%	5	0,0%	7	0,1%
Total des mesures (MJAGBF et MJAGBF doublée d'une MAJ)	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	12 524	99,7%	12 820	97,8%	13 351	97,4%
	Nombre de mesures au 31/12	12 563	100,0%	13 114	100,0%	13 711	100,0%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	3 197	25,4%	3 244	24,7%	3 423	25,0%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	4 515	35,9%	2 714	20,7%	2 740	20,0%

Répartition des familles en fonction de la prestation sociale perçue et selon les financeurs publics

Départements	Répartition en % des familles selon les financeurs publics				
	CAF	MSA	CARSAT	Régime spécial	TOTAL
Grand-Est	98,7%	1,3%	0,0%	0,0%	100,0%
Nouvelle Aquitaine	96,4%	3,6%	0,1%	0,0%	100,0%
Bourgogne-Franche Comté	94,2%	5,8%	0,0%	0,0%	100,0%
Bretagne	95,2%	4,8%	0,0%	0,0%	100,0%
Centre-Val de Loire	97,8%	2,2%	0,0%	0,0%	100,0%
Corse	97,3%	2,7%	0,0%	0,0%	100,0%
Ile-de-France	99,8%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%
Occitanie	98,5%	1,5%	0,0%	0,0%	100,0%
Hauts-de-France	98,0%	2,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Normandie	98,0%	2,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Pays de Loire	96,9%	3,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	98,2%	1,8%	0,0%	0,0%	100,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	99,3%	0,7%	0,0%	0,0%	100,0%
Total National	98,4%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%

Table with 4 main columns: Services Délégés aux prestations familiales, Services Délégés aux prestations familiales, Services Délégés aux prestations familiales, Services Délégés aux prestations familiales. Each column contains a grid of data for various regions and services, including measures and percentages.

Services Délégués aux prestations familiales

Table with 3 main columns: Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points - Moyennes, Services Délégués aux prestations familiales, and Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points - Moyennes. It contains data for various regions and departments across multiple years (2019-2024).

Services Délégués aux prestations familiales														Services Délégués aux prestations familiales																												
Informations relatives au personnel-Moyennes														Informations relatives au personnel-Moyennes																												
	Exercice 2022														Exercice 2023														Exercice 2024													
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification								Indicateur de vieillesse – technicien /I/	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation																					
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau VII	Niveau VIII										Niveaux I à VIII																				
9 Ardennes	2,4	41,7%	58,3%	3	0,0%	4,2%	26,4%	1,0%	44,6%	14,5%	9,3%	0,0%	100,0%	1,26	2,35	42,6%	57,4%	35,00	2,00	50,0%	50,0%	90,00																				
10 Aube	4,7	51,1%	48,9%	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	50,0%	50,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0	4,00	50,0%	50,0%	-	4,00	50,0%	50,0%	-																				
51 Marne	10,1	49,3%	50,7%	16	1,5%	11,7%	55,1%	0,0%	30,0%	1,6%	0,0%	0,0%	100,0%	1,37	10,14	49,3%	50,7%	9,40	10,14	49,3%	50,7%	20,00																				
52 Marne Haute	5,4	59,3%	40,7%	132	0,0%	0,0%	0,0%	30,9%	47,3%	20,0%	1,8%	0,0%	100,0%	1,19	5,20	59,6%	40,4%	23,23	5,20	59,6%	40,4%	58,71																				
54 Meurthe-et-Moselle	9,2	57,6%	42,4%	36	0,0%	0,0%	15,2%	0,0%	77,0%	4,9%	2,9%	0,0%	100,0%	1,18	9,30	57,0%	43,0%	9,43	10,00	55,0%	45,0%	-																				
55 Meuse	5,3	54,7%	45,3%	90	1,6%	0,0%	7,9%	34,9%	47,6%	4,8%	3,2%	0,0%	100,0%	1,33	6,30	46,0%	54,0%	5,52	6,30	46,0%	54,0%	89,66																				
57 Moselle	17,0	58,9%	41,1%	42	0,0%	11,8%	62,9%	13,5%	11,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,40	18,02	61,0%	39,0%	9,09	19,09	62,9%	37,1%	16,67																				
67 Rhin (Bas)	17,4	57,5%	42,5%	33	1,2%	8,0%	62,2%	3,6%	25,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,37	19,50	57,9%	42,1%	22,12	19,50	57,9%	42,1%	30,97																				
68 Rhin (Haut)	10,1	62,4%	37,6%	29	1,0%	9,9%	63,4%	25,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,31	10,55	62,1%	37,9%	15,27	10,35	64,3%	35,7%	20,15																				
88 Vosges	12,2	56,4%	43,6%	121	0,0%	0,0%	6,9%	15,4%	66,3%	8,2%	3,3%	0,0%	100,0%	1,25	22,22	56,8%	43,2%	57,14	12,19	57,4%	42,6%	85,71																				
Grand-Est	98,8	56,5%	43,5%	51	0,6%	6,0%	39,1%	12,0%	35,3%	5,7%	1,3%	0,0%	100,0%	1,31	97,68	56,5%	43,5%	19,40	98,77	57,2%	42,8%	33,84																				
16 Charente	8,7	49,4%	50,6%	12	0,0%	0,0%	1,9%	7,1%	74,2%	13,5%	3,2%	0,0%	100,0%	1,25	9,20	52,2%	47,8%	4,38	8,50	50,6%	49,4%	11,11																				
17 Charente Maritime	6,9	53,7%	46,3%	22	0,0%	0,0%	12,7%	16,5%	59,1%	0,0%	11,8%	0,0%	100,0%	1,37	7,99	60,1%	39,9%	93,75	8,83	61,1%	38,9%	55,66																				
19 Corrèze	7,1	70,4%	29,6%	3	0,0%	14,7%	71,2%	14,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,36	7,10	70,4%	29,6%	80,00	7,10	70,4%	29,6%	30,00																				
23 Creuse	2,3	43,0%	57,0%	14	0,0%	0,0%	6,9%	37,2%	55,9%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,40	2,33	43,0%	57,0%	14,00	2,33	43,0%	57,0%	14,00																				
24 Dordogne	9,7	48,9%	51,1%	9	0,0%	0,0%	3,1%	28,1%	57,3%	9,4%	2,1%	0,0%	100,0%	1,40	11,18	51,2%	48,8%	13,99	11,12	51,4%	48,6%	13,99																				
33 Gironde	25,8	44,7%	55,3%	27	10,8%	8,1%	46,4%	34,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,29	24,70	48,4%	51,6%	4,69	25,08	50,0%	50,0%	4,46																				
40 Landes	8,6	55,4%	44,6%	36	8,6%	9,1%	55,8%	23,2%	3,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,28	9,75	59,5%	40,5%	4,83	9,75	59,5%	40,5%	14,48																				
47 Lot-et-Garonne	5,6	61,4%	38,6%	40	1,1%	7,1%	59,7%	6,0%	14,6%	10,7%	0,9%	0,0%	100,0%	1,22	5,43	54,3%	45,7%	50,85	5,39	54,7%	45,3%	67,80																				
64 Pyrénées Atlantiques	12,1	61,4%	38,6%	15	0,0%	0,0%	14,1%	18,3%	63,4%	0,0%	4,2%	0,0%	100,0%	1,34	12,86	61,4%	38,6%	-	12,86	61,4%	38,6%	-																				
79 Services Deux	11,6	55,6%	44,4%	4	0,0%	0,0%	5,6%	17,7%	62,5%	13,5%	0,7%	0,0%	100,0%	1,33	10,72	58,8%	41,2%	66,03	10,66	59,1%	40,9%	19,05																				
85 Vendée	8,5	40,4%	59,6%	27	0,8%	10,2%	71,7%	14,9%	0,8%	1,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,30	9,27	40,2%	59,8%	21,95	9,38	43,7%	56,3%	21,95																				
87 Vendée (Hauts)	9,9	50,0%	50,0%	49	0,0%	1,0%	15,6%	19,7%	48,7%	4,0%	11,0%	0,0%	100,0%	1,33	9,77	51,2%	48,8%	31,40	9,96	48,2%	51,8%	32,71																				
Nouvelle Aquitaine	116,8	52,6%	47,4%	22	3,1%	4,4%	30,1%	20,9%	34,1%	4,8%	2,6%	0,0%	100,0%	1,31	120,29	54,3%	45,7%	28,51	121,36	54,4%	45,6%	19,71																				
21 Côte d'Or	10,9	66,1%	33,9%	30	0,0%	10,3%	69,1%	19,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,62	10,90	66,1%	33,9%	10,69	10,72	66,7%	33,3%	22,52																				
25 Doubs	12,1	58,5%	41,5%	19	0,0%	0,0%	1,6%	23,7%	0,0%	72,1%	2,5%	0,0%	100,0%	1,33	12,87	59,8%	40,2%	58,44	12,85	59,9%	40,1%	58,44																				
39 Jura	5,7	70,8%	29,2%	39	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%	10,5%	84,2%	3,5%	0,0%	100,0%	1,34	5,65	70,8%	29,2%	38,75	5,65	70,8%	29,2%	38,75																				
58 Nièvre	4,9	54,4%	45,6%	10	0,0%	0,0%	16,4%	8,2%	4,1%	68,3%	3,1%	0,0%	100,0%	1,23	4,50	50,0%	50,0%	13,33	4,95	50,5%	49,5%	12,00																				
70 Saône Haute	6,3	49,2%	50,8%	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,30	6,00	41,7%	58,3%	14,00	6,92	48,8%	51,2%	-																				
71 Saône Loire	12,7	55,1%	44,9%	25	0,0%	0,7%	13,3%	10,4%	43,7%	23,7%	8,1%	0,0%	100,0%	1,34	13,30	56,4%	43,6%	21,33	13,40	56,0%	44,0%	21,33																				
89 Yonne	4,8	62,5%	37,5%	11	0,0%	0,0%	2,1%	4,2%	20,8%	50,0%	22,9%	0,0%	100,0%	1,32	6,00	75,0%	25,0%	66,67	6,29	71,5%	28,5%	53,33																				
90 Territ. de Belfort	2,0	40,0%	60,0%	0	0,0%	0,0%	0,0%	40,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,45	2,04	40,0%	60,0%	14,00	2,04	40,0%	60,0%	21,00																				
Bourgogne-Franche Comté	10,9	50,0%	50,0%	21	0,0%	2,5%	20,1%	13,7%	19,0%	39,6%	5,0%	0,0%	100,0%	1,38	61,26	49,0%	51,0%	33,32	62,82	60,1%	39,9%	32,26																				
22 Côte d'Armor	13,7	60,5%	39,4%	51	0,0%	0,0%	10,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,21	15,90	59,1%	40,9%	42,55	15,92	58,4%	41,6%	43,01																				
29 Finistère	16,7	56,9%	43,1%	84	0,0%	0,0%	7,8%	12,0%	4,8%	68,9%	2,4%	4,2%	100,0%	1,24	16,70	56,9%	43,1%	85,68	19,00	60,5%	39,5%	86,70																				
35 Ile et Loire	6,2	41,6%	58,4%	14	17,8%	1,6%	52,2%	28,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,79	7,57	48,7%	51,3%	9,49	7,57	48,7%	51,3%	9,49																				
56 Morbihan	5,6	60,7%	39,3%	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,30	5,10	56,9%	43,1%	-	5,20	55,8%	44,2%	-																				
Bretagne	42,2	56,4%	43,6%	59	3,4%	0,3%	43,0%	11,7%	2,5%	35,7%	1,2%	2,2%	100,0%	1,19	45,27	56,3%	43,7%	49,00	47,69	57,4%	42,6%	52,28																				
18 Cher	5,1	51,5%	48,5%	8	0,0%	0,0%	19,8%	0,0%	69,3%	0,0%	10,9%	0,0%	100,0%	1,32	5,05	51,5%	48,5%	56,54	5,62	53,4%	46,6%	49,00																				
26 Eure et Loir	10,6	46,2%	53,8%	14	3,2%	8,9%	51,7%	32,6%	3,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,38	10,57	44,5%	55,5%	40,43	10,57	44,5%	55,5%	40,43																				
36 Indre	6,4	54,7%	45,3%	10	0,0%	0,0%	1,6%	40,6%	54,7%	1,6%	1,6%	0,0%	100,0%	1,26	6,40	54,7%	45,3%	2,86	6,40	54,7%	45,3%	10,00																				
37 Indre-et-Loire	7,5	50,7%	49,3%	8	0,0%	0,0%	3,2%	3,6%	26,5%	62,0%	4,7%	0,0%	100,0%	1,36	8,43	47,4%	52,6%	8,75	8,43	47,4%	52,6%	8,75																				
41 Loir et Cher	3,3	76,9%	23,1%	18	0,0%	0,0%	0,0%	15,2%	75,8%	9,1%	0,0%	0,0%	100,0%	1,38	3,30	75,8%	24,2%	145,60	3,27	76,5%	23,5%	-																				
45 Loire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0																				
Centre-Val de Loire	32,8	52,7%	47,3%	12	1,0%	2,9%	20,8%	20,8%	36,1%	15,4%	3,0%	0,0%	100,0%	1,34	33,75	51,3%	48,7%	43,12	34,29	51,6%	48,4%	22,99																				
24 Corse du Sud	1,3	76,9%	23,1%	130	79,4%	0,0%	20,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,01	2,50	76,0%	24,0%	7,37	2,27	83,7%	16,3%	14,74																				
28 Corse Haute	0,9	55,6%	44,4%	28	22,2%	0,0%	55,6%	22,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,14	0,90	55,6%	44,4%	70,00	0,90	55,6%	44,4%	188,00																				
Corse	2,2	68,2%	31,8%	96	55,6%	0,0%	35,2%	9,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,06	3,40	70,6%	29,4%	20,42	3,17	75,7%	24,3%	50,83																				
75 Paris	13,0	57,7%	42,3%	81	0,0%	0,0%	1,5%	16,9%	79,2%	0,8%	1,5%	60,0%	100,0%	1,23	15,10	60,9%	39,1%	42,39	17,00	58,2%	41,8%	106,06																				
77 Seine Marne	24,2	56,6%	43,4%	23	0,0%	0,0%	3,9%	7,8%	72,5%	11,8%	3,9%	0,0%	100,0%	1,26	25,50	52,9%	47,1%	23,70	25,50	52,9%	47,1%	23,41																				
78 Yvelines	21,8	66,8%	33,2%	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,27	22,10	67,9%	32,1%	40,00	21,55	69,6%	30,4%	-																				
91 Essonne	36,4	61,4%	38,6%	47	0,0%	2,2%	0,7%	12,4%	72,9%	10,2%	1,6%	0,0%	100,0%	1,34	41,12	65,2%	34,8%	37,31	41,12	65,2%	34,8%	37,31																				
92 Seine Hauts de	13,3	54,9%	45,1%	75	0,0%	0,0%	6,0%	15,5%	71,4%	1,5%	7,5%	0,0%	100,0%	1,30	15,10	57,0%	43,0%	41,86	14,80	63,5%	36,5%	11,17																				
93 Seine St Denis	17,4	48,3%	51,7%	90	2,9%	8,0%	69,7%	17,1%	0,0%	2,9%	0,0%	0,0%	100,0%	1,40	19,30	51,8%	48,2%	130,10	19,60	51,0%	49,0%	100,00																				
94 Val de Marne	10,8	34,3%	65,7%	0	0,0%	0,0%	0,0%	27,9%	48,0%	20,8%	3,3%	0,0%	100,0%	1,00	12,00	39,2%	60,8%	-	11,10	44,6%	55,4%	-																				

Services Délégués aux prestations familiales															Services Délégués aux prestations familiales								
Informations relatives au personnel-Moyennes															Informations relatives au personnel-Moyennes								
	Exercice 2022													Exercice 2023				Exercice 2024					
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification										Indicateur de vieillesse - technicité I/I	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau VII	Niveau VIII	Niveaux I à VIII										
49 Maine-et-Loire	11,4	52,6%	47,4%	11	0,0%	0,0%	5,3%	17,5%	21,1%	55,7%	0,4%	0,0%	100,0%	1,29	11,61	55,1%	44,9%	42,66	11,93	53,6%	46,4%	9,84	
53 Mayenne	7,1	39,4%	60,6%	4	0,0%	0,0%	13,7%	21,9%	12,3%	49,3%	0,0%	2,7%	100,0%	1,37	7,10	39,4%	60,6%	55,50	6,39	41,5%	58,5%	66,15	
72 Sarthe	6,0	68,3%	31,7%	68	0,0%	34,5%	65,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,41	5,78	67,1%	32,9%	-	5,78	67,1%	32,9%	-	
85 Vendée	5,3	54,7%	45,3%	18	0,0%	0,0%	0,0%	35,2%	50,9%	11,2%	0,0%	2,7%	100,0%	1,32	5,53	56,3%	43,7%	18,65	6,63	59,0%	41,0%	17,90	
Pays de Loire	36,4	54,8%	45,2%	23	0,0%	5,9%	15,9%	16,1%	29,8%	31,1%	0,1%	1,0%	100,0%	1,32	36,51	55,5%	44,5%	46,22	37,30	56,1%	43,9%	17,59	
4 Alpes de Hautes Provenances	0,8	65,8%	34,2%	0	0,0%	13,2%	73,7%	13,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,29	0,76	65,8%	34,2%	-	0,76	65,8%	34,2%	-	
5 Alpes Hautes	2,9	51,7%	48,3%	66	1,1%	0,0%	66,3%	11,6%	21,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,28	2,54	59,1%	40,9%	110,00	2,83	63,5%	36,5%	73,33	
6 Alpes Maritimes	7,6	53,9%	46,1%	0	13,2%	5,3%	59,2%	22,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,35	7,60	52,6%	47,4%	150,00	7,60	52,6%	47,4%	150,00	
13 Bouches du Rhône	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
83 Var	2,8	58,3%	41,7%	29	0,0%	0,0%	71,4%	0,0%	28,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,56	2,83	58,3%	41,7%	42,42	3,56	56,2%	43,8%	-	
84 Vaucluse	10,0	51,0%	49,0%	22	1,0%	61,0%	12,0%	20,0%	6,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,26	10,60	52,8%	47,2%	21,25	10,60	52,8%	47,2%	39,82	
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	24,1	53,3%	46,7%	20	4,7%	27,5%	42,3%	17,2%	8,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,33	24,33	54,5%	45,5%	72,00	25,35	54,8%	45,2%	68,71	
1 Ain	6,1	54,7%	45,3%	0	3,3%	11,9%	54,7%	30,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,34	6,90	62,3%	37,7%	46,51	4,95	50,5%	49,5%	60,00	
3 Allier	7,7	50,6%	49,4%	0	7,7%	10,3%	56,4%	0,0%	25,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,18	7,80	51,3%	48,7%	-	7,80	51,3%	48,7%	-	
7 Ardèche	1,7	67,9%	32,1%	169	0,0%	0,0%	0,0%	67,9%	32,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,47	1,80	72,2%	27,8%	146,15	1,80	72,2%	27,8%	153,85	
15 Cantal	3,7	54,1%	45,9%	48	7,9%	63,3%	5,2%	23,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,34	3,90	48,7%	51,3%	52,63	3,81	55,1%	44,9%	47,62	
26 Drôme	7,7	46,8%	53,2%	91	0,0%	0,0%	19,7%	11,8%	63,7%	0,0%	3,7%	1,1%	100,0%	1,24	8,60	48,8%	51,2%	57,14	8,97	50,2%	49,8%	55,56	
38 Isère	10,0	54,8%	45,2%	84	12,4%	31,9%	0,8%	0,0%	54,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,31	9,96	54,8%	45,2%	87,91	10,56	57,4%	42,6%	79,21	
42 Loire	10,6	46,4%	53,6%	100	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,38	10,33	43,1%	56,9%	22,47	9,78	39,9%	60,1%	25,64	
43 Loire (Haute)	8,2	56,1%	43,9%	67	6,1%	42,7%	40,2%	3,7%	4,9%	2,4%	0,0%	0,0%	100,0%	0	8,20	56,1%	43,9%	32,61	8,00	56,3%	43,8%	33,33	
63 Puy de Dome	0,9	57,5%	42,5%	0	0,0%	65,6%	34,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,40	0,87	57,5%	42,5%	70,00	1,22	65,6%	34,4%	70,00	
68 Rhône	9,8	58,2%	41,8%	39	1,0%	10,2%	73,5%	15,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,32	9,60	53,1%	46,9%	53,73	11,20	59,8%	40,2%	37,31	
73 Savoie	6,4	40,6%	59,4%	72	1,8%	0,2%	95,1%	1,6%	1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,36	6,50	56,9%	43,1%	67,57	6,50	56,9%	43,1%	67,57	
74 Savoie Haute	7,5	44,0%	56,0%	65	6,4%	7,7%	42,3%	43,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	1,21	8,50	47,1%	52,9%	102,25	8,40	45,2%	54,8%	105,26	
Auvergne-Rhône-Alpes	80,2	51,2%	48,8%	61	3,7%	11,4%	62,1%	9,4%	12,8%	0,2%	0,3%	0,1%	100,0%	1,30	82,96	52,4%	47,6%	55,80	82,99	52,9%	47,1%	54,40	
France métropole hors DOM	834,3	56,0%	44,0%	41	2,4%	5,6%	34,9%	14,5%	26,5%	13,9%	2,0%	0,3%	100,0%	1,30	886,35	56,7%	43,3%	42,12	899,26	57,2%	42,8%	39,68	
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Réunion	8,0	43,2%	56,8%	43	0,0%	0,0%	0,0%	9,4%	62,5%	15,6%	12,5%	0,0%	100,0%	1,20	7,99	44,6%	55,4%	84,27	9,10	40,7%	59,3%	81,08	
DOM	8,0	43,2%	56,8%	43	0,0%	0,0%	0,0%	9,4%	62,5%	15,6%	12,5%	0,0%	100,0%	1,20	7,99	44,6%	55,4%	84,27	9,10	40,7%	59,3%	81,08	
France (métropole et DOM)	842,3	0,6	44,1%	41	2,4%	5,6%	34,8%	14,4%	26,6%	13,9%	2,0%	0,2%	100,0%	1,30	894,34	56,6%	43,4%	42,42	908,36	57,0%	43,0%	39,97	

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Médianes

	Exercice 2022											2023	2024	
	Indicateur de formation	Indicateur de qualification										Indicateur de vieillesse – technicité J/I	Indicateur de formation	Indicateur de formation
		Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau VII	Niveau VIII	Niveaux I à VIII				
8 Ardennes	3	0,0%	4,2%	26,4%	1,0%	44,6%	14,5%	9,3%	0,0%	100%	1,3	2,4	0,4	
10 Aube	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	50,0%	50,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	4,0	0,5	
51 Marne	16	1,5%	11,7%	55,1%	0,0%	30,0%	1,6%	0,0%	0,0%	100%	1,4	10,1	0,5	
52 Marne Haute	132	0,0%	0,0%	0,0%	30,9%	47,3%	20,0%	1,8%	0,0%	100%	1,2	5,2	0,6	
54 Meurthe-et-Moselle	36	0,0%	0,0%	15,2%	0,0%	77,0%	4,9%	2,9%	0,0%	100%	1,2	9,3	0,6	
55 Meuse	90	1,6%	0,0%	7,9%	34,9%	47,6%	4,8%	3,2%	0,0%	100%	1,3	6,3	0,5	
57 Moselle	42	0,0%	11,8%	62,9%	13,5%	11,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	18,0	0,6	
67 Rhin (Bas)	33	1,2%	8,0%	62,2%	3,6%	25,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	19,5	0,6	
68 Rhin (Haut)	29	1,0%	9,9%	63,4%	25,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	10,6	0,6	
88 Vosges	121	0,0%	0,0%	6,9%	15,4%	66,3%	8,2%	3,3%	0,0%	100%	1,3	12,3	0,6	
Grand-Est	34	0,0%	2,1%	20,8%	8,6%	45,9%	4,8%	0,9%	0,0%	100%	1,3	9,7	0,6	
16 Charente	12	0,0%	0,0%	1,9%	7,1%	74,2%	13,5%	3,2%	0,0%	100%	1,2	9,2	0,5	
17 Charente Maritime	16	0,0%	0,0%	14,0%	15,0%	60,3%	0,0%	10,7%	0,0%	100%	1,4	4,0	0,6	
19 Corrèze	3	0,0%	14,7%	71,2%	14,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	7,1	0,7	
23 Creuse	14	0,0%	0,0%	6,9%	37,2%	55,9%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	2,3	0,4	
24 Dordogne	9	0,0%	0,0%	3,1%	28,1%	57,3%	9,4%	2,1%	0,0%	100%	1,4	11,2	0,5	
33 Gironde	21	14,1%	8,0%	48,5%	29,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	12,4	0,5	
40 Landes	36	8,6%	9,1%	55,8%	23,2%	3,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	9,8	0,6	
47 Lot-et-Garonne	23	0,6%	4,3%	36,3%	15,4%	10,8%	30,0%	2,5%	0,0%	100%	1,2	2,7	0,5	
64 Pyrénées Atlantiques	12	0,0%	0,0%	14,1%	18,3%	63,4%	0,0%	4,2%	0,0%	100%	1,3	6,4	0,6	
79 Sèvres Deux	4	0,0%	0,0%	5,6%	17,7%	62,5%	13,5%	0,7%	0,0%	100%	1,3	10,7	0,6	
86 Vienne	27	0,8%	10,2%	71,7%	14,9%	0,8%	1,6%	0,0%	0,0%	100%	1,3	9,3	0,4	
87 Vienne (Haute)	47	0,0%	2,2%	33,5%	17,1%	37,6%	2,6%	7,1%	0,0%	100%	1,4	4,9	0,6	
Nouvelle Aquitaine	14	0,0%	0,0%	15,4%	17,9%	36,7%	0,0%	0,4%	0,0%	100%	1,3	7,4	0,6	
21 Côte d'Or	30	0,9%	10,3%	69,1%	19,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,6	10,9	0,7	
25 Doubs	19	0,0%	0,0%	1,6%	23,7%	0,0%	72,1%	2,5%	0,0%	100%	1,3	12,9	0,6	
39 Jura	39	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%	10,5%	84,2%	3,5%	0,0%	100%	1,3	5,7	0,7	
58 Nièvre	10	0,0%	0,0%	16,4%	8,2%	4,1%	68,3%	3,1%	0,0%	100%	1,2	4,5	0,5	
70 Saône Haute	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	6,0	0,4	
71 Saône Loire	24	0,0%	0,6%	15,9%	8,4%	33,7%	31,1%	10,4%	0,0%	100%	1,4	6,7	0,6	
89 Yonne	11	0,0%	0,0%	2,1%	4,2%	20,8%	50,0%	22,9%	0,0%	100%	1,3	6,0	0,8	
90 Terr. de Belfort	-	0,0%	10,0%	50,0%	40,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,5	2,0	0,5	
Bourgogne-Franche Comté	19	0,0%	0,0%	7,9%	8,2%	4,1%	50,0%	3,1%	0,0%	100%	1,3	6,0	0,6	
22 Côtes d'Armor	51	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2	15,9	0,6	
29 Finistère	63	0,0%	0,0%	4,5%	6,9%	6,4%	76,5%	3,2%	2,4%	100%	1,3	8,4	0,7	
35 Ille et Vilaine	14	17,8%	1,6%	52,2%	28,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	0,8	7,6	0,5	
56 Morbihan	42										1,3	5,1	0,6	
Bretagne	42	0,0%	0,0%	30,6%	6,9%	2,1%	33,0%	1,0%	0,0%	100%	1,2	7,6	0,6	
18 Cher	8	0,0%	0,0%	19,8%	0,0%	69,3%	0,0%	10,9%	0,0%	100%	1,3	5,1	0,5	
28 Eure et Loir	14	3,2%	8,9%	51,7%	32,6%	3,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	10,6	0,4	
36 Indre	10	0,0%	0,0%	1,6%	40,6%	54,7%	1,6%	1,6%	0,0%	100%	1,3	6,4	0,5	
37 Indre-et-Loire	8	0,0%	0,0%	3,2%	3,6%	26,5%	62,0%	4,7%	0,0%	100%	1,4	8,4	0,5	
41 Loir et Cher	18	0,0%	0,0%	0,0%	15,2%	75,8%	9,1%	0,0%	0,0%	100%	1,4	3,3	0,8	
45 Loiret														
Centre-Val de Loire	10	0,0%	0,0%	3,2%	15,2%	54,7%	1,6%	1,6%	0,0%	100%	1,4	6,4	0,5	
2A Corse du Sud	130	79,4%	0,0%	20,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,0	2,5	0,8	
2B Corse Haute	28	22,2%	0,0%	55,6%	22,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,1	0,9	0,6	
Corse	79	50,8%	0,0%	38,1%	11,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,1	1,7	0,7	
75 Paris	81	0,0%	0,0%	1,5%	16,9%	79,2%	0,8%	1,5%	0,0%	100%	1,2	15,1	0,6	
77 Seine Marne	23	0,0%	0,0%	3,9%	7,8%	72,5%	11,8%	3,9%	0,0%	100%	1,3	25,5	0,5	
78 Yvelines	41										1,3	22,1	0,7	
91 Essonne	47	0,0%	2,2%	0,7%	12,4%	72,9%	10,2%	1,6%	0,0%	100%	1,3	41,1	0,7	
92 Seine Hauts de	75	0,0%	0,0%	6,0%	13,5%	71,4%	1,5%	7,5%	0,0%	100%	1,3	15,1	0,6	
93 Seine St Denis	90	2,9%	8,0%	69,7%	17,1%	0,0%	2,3%	0,0%	0,0%	100%	1,4	19,3	0,5	
94 Val de Marne	-	0,0%	0,0%	0,0%	27,9%	48,0%	20,8%	3,3%	0,0%	100%	1,0	12,0	0,4	
95 Val d'oise														
Île de France	47	0,0%	0,0%	2,7%	15,2%	72,0%	6,2%	2,5%	0,0%	100%	1,3	19,3	0,6	
9 Ariège	24	0,0%	11,1%	38,9%	22,2%	27,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	1,6	0,5	
11 Aude	23	8,9%	0,0%	51,1%	21,1%	18,9%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,6	9,0	0,3	

Services Délégués aux prestations familiales														
Informations relatives au personnel-Médianes														
	Exercice 2022										2023	2024		
	Indicateur de formation	Indicateur de qualification										Indicateur de vieillesse – technicité J/I	Indicateur de formation	Indicateur de formation
		Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau VII	Niveau VIII	Niveaux I à VIII				
12 Aveyron	32	1,5%	1,5%	62,7%	19,4%	14,9%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	6,8	0,5	
30 Gard	6	0,7%	4,2%	33,1%	26,7%	35,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2	4,6	0,7	
31 Garonne (Haute)	23	0,0%	0,0%	0,9%	3,6%	12,6%	81,1%	1,8%	0,0%	100%	1,4	13,8	0,7	
32 Gers	56	0,0%	13,5%	54,1%	32,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	3,7	0,5	
34 Hérault	39	0,0%	0,0%	1,4%	5,5%	67,6%	10,8%	5,2%	0,0%	100%	1,3	5,1	0,7	
46 Lot	154	7,1%	21,4%	50,0%	21,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	0,7	0,5	
48 Lozère	454	0,0%	0,0%	0,0%	15,3%	27,6%	53,1%	4,1%	0,0%	100%	1,3	2,2	0,5	
65 Pyrénées Hautes	-	0,0%	0,0%	0,0%	20,0%	60,0%	10,0%	10,0%	0,0%	100%	1,5	3,1	0,6	
66 Pyrénées Orient.	25	0,0%	0,0%	0,0%	22,4%	64,1%	9,6%	2,2%	1,6%	100%	1,5	3,2	0,6	
81 Tarn	26	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	5,1	0,6	
82 Tarn et Garonne	69	0,0%	0,0%	0,0%	9,5%	71,7%	14,6%	4,1%	0,0%	100%	1,3	3,2	0,5	
Occitanie	26	0,0%	0,0%	1,4%	19,4%	27,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	3,2	0,6	
2 Aisne												8,6	0,7	
59 Nord	39	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%	0,0%	88,5%	8,0%	3,1%	100%	1,2	28,8	0,7	
60 Oise	11	0,0%	0,0%	43,5%	13,0%	30,4%	8,7%	4,3%	0,0%	100%	1,1	12,3	0,6	
62 Pas-de-Calais	34	0,0%	0,0%	0,0%	22,6%	63,6%	13,8%	0,0%	0,0%	100%	1,4	23,9	0,6	
80 Somme	149	0,8%	7,8%	72,6%	13,7%	4,5%	0,6%	0,0%	0,0%	100%	1,3	12,8	0,5	
Hauts-de-France	37	0,0%	0,0%	21,7%	13,4%	17,4%	11,2%	2,2%	0,0%	100%	1,3	12,8	0,6	
14 Calvados	51	0,0%	0,7%	11,2%	12,7%	16,4%	56,7%	1,4%	1,0%	100%	1,3	16,5	0,5	
27 Eure	32	3,8%	5,5%	32,6%	26,6%	26,3%	2,6%	0,0%	0,0%	100%	1,4	5,0	0,5	
50 Manche	7	0,0%	0,0%	3,9%	6,8%	17,6%	68,0%	3,6%	0,0%	100%	1,4	9,8	0,6	
61 Orne	46	0,4%	3,2%	51,1%	9,6%	0,0%	35,7%	0,0%	0,0%	100%	1,3	4,7	0,6	
76 Seine Maritime	35	2,5%	6,5%	40,3%	11,5%	33,9%	1,7%	3,6%	0,0%	100%	1,2	11,0	0,5	
Normandie	41	0,0%	0,3%	21,7%	13,9%	12,4%	4,3%	0,7%	0,0%	100%	1,3	8,8	0,5	
44 Loire Atlantique	15	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2	6,5	0,6	
49 Maine-et-Loire	11	0,0%	0,0%	5,3%	17,5%	21,1%	55,7%	0,4%	0,0%	100%	1,3	11,6	0,6	
53 Mayenne	4	0,0%	0,0%	13,7%	21,9%	12,3%	49,3%	0,0%	2,7%	100%	1,4	7,1	0,4	
72 Sarthe	68	0,0%	34,5%	65,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	5,8	0,7	
85 Vendée	19	0,0%	0,0%	0,0%	20,2%	38,7%	39,6%	0,0%	1,5%	100%	1,2	2,8	0,6	
Pays de Loire	16	0,0%	0,0%	2,6%	10,0%	22,8%	27,7%	0,0%	0,0%	100%	1,3	6,1	0,6	
4 Alpes de Hautes Provinces	-	0,0%	13,2%	73,7%	13,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	0,8	0,7	
5 Alpes Hautes	66	1,1%	0,0%	66,3%	11,6%	21,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	2,5	0,6	
6 Alpes Maritimes	-	13,2%	5,3%	59,2%	22,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	7,6	0,5	
13 Bouches du Rhône														
83 Var	29	0,0%	0,0%	71,4%	0,0%	28,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,6	2,8	0,6	
84 Vaucluse	22	1,0%	61,0%	12,0%	20,0%	6,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	10,6	0,5	
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	22	1,0%	5,3%	66,3%	13,2%	6,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	2,8	0,6	
1 Ain	-	3,3%	11,9%	54,7%	30,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	6,9	0,6	
3 Allier	-	7,7%	10,3%	56,4%	0,0%	25,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2	7,8	0,5	
7 Ardèche	169	0,0%	0,0%	0,0%	67,9%	32,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,5	1,8	0,7	
15 Cantal	48	7,9%	63,3%	5,2%	23,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	3,9	0,5	
26 Drôme	91	0,0%	0,0%	19,7%	11,8%	63,7%	0,0%	3,7%	1,1%	100%	1,2	8,6	0,5	
38 Isère	84	12,4%	31,9%	0,8%	0,0%	54,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	10,0	0,5	
42 Loire	100	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	10,3	0,4	
43 Loire (Haute)	67	6,1%	42,7%	40,2%	3,7%	4,9%	2,4%	0,0%	0,0%	100%	1,2	8,2	0,6	
63 Puy de Dome	-	0,0%	65,6%	34,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	0,9	0,6	
69 Rhône	39	1,0%	10,2%	73,5%	15,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	9,6	0,5	
73 Savoie	72	1,8%	0,2%	95,1%	1,6%	1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	6,5	0,6	
74 Savoie Haute	65	6,4%	7,7%	42,3%	43,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2	8,5	0,5	
Auvergne-Rhône-Alpes	66	2,5%	10,2%	41,3%	7,7%	0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	8,0	0,5	
France métropole hors DOM	32	0,0%	0,1%	23,0%	14,0%	17,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	7,4	0,6	
Guadeloupe														
Martinique														
Guyane														
Réunion	75	0,0%	0,0%	0,0%	9,4%	62,5%	15,6%	12,5%	0,0%	100%	1,2	4,0	0,4	
DOM	75	0,0%	0,0%	0,0%	9,4%	62,5%	15,6%	12,5%	0,0%	100%	1,2	4,0	0,4	
France (métropole et DOM)	32	0,0%	0,1%	23,0%	14,0%	17,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	7,4	0,6	

**Annexe 8 : Tableau de calcul de la dotation globale de financement (DGF) des services délégués aux prestations familiales (SDPF)
par financeur public**

Montant de la DGF allouée en 2024	
-----------------------------------	--

Prestation sociale la plus élevée versée par	Nombre de familles au 31/12/2022 (MJAGBF-MJAGBF doublée d'une MAJ)	% de la DGF	Montant DGF
la CAF		0,0%	-
la MSA		0,0%	-
la CARSAT		0,0%	-
Régime spécial (Indiquez ci-contre le nom du régime spécial)		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
TOTAL	0	0%	-